



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Économie et vie des entreprises

- "Il était franc, mais pas rassurant" : François Provost, directeur général de Renault en visite à Sandouville - ICI Normandie
- À Grand-Couronne, la relance de plus en plus incertaine de Chapelle Darblay mobilise la CGT – Paris Normandie
- Plombée par les travaux de la Sud III, cette jardinerie historique de Rouen va fermer ses portes - 76actu

Exercice de sécurité civile

- Près de Dieppe, quelles seront les incidences de l'exercice de sécurité nucléaire de Penly – Paris Normandie

Sécurité

- Écalles-Alix. Verbalisations en hausse, Alpine en action : le peloton motorisé fait son inspection – Le courrier cauchois

Collectivités locales et équipements publics

- Barentin. La Ville se ligue contre le cancer – Le courrier cauchois
- Pas de toilettes publiques dans ce quartier du Havre : « C'est embêtant, surtout pour les femmes » -76actu

Éducation

- Budget : l'Etat doit revoir l'enveloppe donnée à la faculté selon le président de l'université de Rouen Normandie – ICI Normandie

Violences

- Suspensions de maltraitance dans un établissement près de Dieppe : deux enquêtes en cours – Infos dieppoises
- Témoignages, plainte : ce que l'on sait des violences physiques et sexuelles dans les écoles lasalliennes à Rouen – ICI Normandie
- "J'ai été tué à sept ans." Violences à l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle : un ancien élève raconte le cauchemar qu'il a vécu – France 3
- Abus sexuels, violences, humiliations... À Rouen, ces témoignages qui accablent les écoles lassaliennes – Paris Normandie

Justice

- À Fécamp, l'ex-adjoint au maire écope d'un avertissement pénal après une tentative avortée de recrutement "familial" – Le Poulpe
- Alcool, maroquinerie... : 14 pharmaciens rouennais condamnés pour avoir accepté des cadeaux illicites du laboratoire Uro – France 3

- Gonfreville-l'Orcher. Chute mortelle d'un ouvrier à la raffinerie de Normandie : des amendes requises contre TotalEnergies et Bataille – Le courrier cauchois
- Chauffeur mort écrasé à la centrale nucléaire de Paluel : EDF condamné par le tribunal – Paris Normandie
- Procès RN : les réquisitions du parquet contre les élus normands en appel – Paris Normandie

Municipales 2026

- Municipales 2026 : au Havre, Edouard Philippe présente son programme de continuité – ICI Normandie
- Yvetot. Une nouvelle énergie avec David Lefebvre – Le courrier cauchois
- « Le travail n'est pas terminé » : le maire sortant Christophe Tétrel candidat à La Frénaye – Paris Normandie
- Municipales 2026. À Gonfreville-l'Orcher, le maire Alban Bruneau se présente pour « réaffirmer son engagement » - Paris Normandie
- Municipales 2026. Une liste « à 50 % renouvelée » pour le maire sortant Nicolas Langlois à Dieppe – Paris Normandie
- Municipales 2026. À Gerponville, une nouvelle équipe se prépare après le départ de la maire – Paris Normandie
- Municipales 2026. Bruno Nottias candidat à sa propre succession à Compainville – Paris Normandie

Santé

- Pavilly. Des radiologues s'installent dans la commune - Le courrier cauchois
- Municipales 2026. Olivier Bureaux entre continuité et développement local, à Longueville-sur-Scie – Paris Normandie

Environnement

- "Le risque, c'est que ça s'effondre" : ils découvrent un trou de huit mètres de profondeur en plein milieu de leur jardin – France 3
- Qui sont les éco-épargnants ayant investi dans le parc éolien Les Vents de la Scie ? – Paris Normandie
- Croisière au Havre : développement durable ou contradiction écologique en plein centre-ville ? – Paris Normandie

Acteurs publics

- Des parlementaires accusent l'Intérieur de freiner l'adoption de la loi "Résilience et Cybersécurité"
- L'État présente une première esquisse du futur plan "Santé au travail" dans la fonction publique

"Il était franc, mais pas rassurant" : François Provost, directeur général de Renault en visite à Sandouville - ICI

Lila Lefebvre

6–8 minutes

François Provost (au milieu) discutant avec Fabien Gloaguen, représentant CGT au sein de l'atelier de Renault Sandouville le 4 février 2026. © Aucun(e) - FO Sandouville

Diffusé le jeudi 5 février 2026 à 7:31

Publié le jeudi 5 février 2026 à 7:31

Le directeur général du groupe Renault était en déplacement à l'usine de Sandouville près du Havre, ce mercredi 4 février. Il a notamment visité les installations où sera produit le FlexEvan, l'utilitaire 100% électrique, sur fond de tensions sur le financement du projet.

Le projet FlexEvan, l'utilitaire 100% électrique de Renault, produit dans l'usine de Sandouville, près du Havre a-t-il du plomb dans l'aile ? La production doit commencer en 2026, mais les salariés ne voient pas les carnets de commande se remplir. Ils ont donc profité de la venue du nouveau directeur général de Renault Group, François Provost, ce mercredi 4 février 2025 pour lui partager leurs inquiétudes.

Il s'agissait de la première visite de François Provost depuis sa nomination comme directeur général de Renault Group l'été dernier. **Une visite discrète**, sans officiels et sans annonce, à l'opposée du dernier passage d'un directeur général de Renault : [en mars 2024, son prédécesseur, Luca De Meo était venu annoncer en grande pompe le lancement du projet FlexEvan](#) en présence du ministre de l'Economie Bruno Lemaire.

Près de deux ans après, François Provost a pu découvrir la nouvelle ligne de montage de la gamme FlexEvan, [dont la construction a débuté cet été](#). **Les premiers utilitaires "tests" du**

programme FlexEvan y sont assemblés depuis décembre, notamment le Trafic Van E-Tech électrique. Le directeur général a aussi découvert le "bunker" de Sandouville, une pièce anti-feu où seront assemblées les batteries.

Flexis en crise, quel avenir pour FlexEvan ?

C'est là que Fabien Gloaguen s'est permis de l'interpeller : *"on lui a demandé des garanties sur le projet FlexEvan, en lui montrant que les investissements ont déjà été importants."* Pourtant, le syndicaliste s'inquiète de la situation au sein de Flexis, l'entreprise fondée en avril 2024 par Renault group, Volvo Group et CMA CGM, pour conduire le projet FlexEvan. Depuis l'automne, les trois actionnaires industriels divergent sur la révision du business plan de cette entreprise. **Le tribunal des activités économiques de Nanterre a nommé un conciliateur.**

"Il nous a assuré de la poursuite du projet et de la rentabilité de Sandouville", poursuit Fabien Gloaguen. Le syndicaliste reconnaît tout de même que le chef d'entreprise s'est montré **incertain sur les financements de Flexis**, détenue à 45 % par le constructeur automobile français, 45 % par le fabricant de camions suédois et 10 % par le fonds Pulse de l'armateur et logisticien marseillais.

La fin des ZFE, la fin de FlexEvan ?

Nicolas Guermonprez, secrétaire général de la CGT de Renault Sandouville a été moins convaincu par l'échange d'une demi-heure que le directeur général a accordé aux représentants syndicaux avant de quitter l'usine : *"il était franc, mais pas rassurant"*. Le syndicaliste s'inquiète en particulier du flou autour de l'avenir des ZFE (Zones à faible émission). Critiquées pour leur impact social et leur complexité, elles ont fait l'objet de débats au Parlement, [certains responsables politiques appelant à leur suppression.](#)

Les ZFE était pourtant dans toutes les têtes au lancement du projet Flexis se rappelle Nicolas Guermonprez : *"Monsieur De Méo nous avait expliqué que FlexEvan est un véhicule pour faire les derniers kilomètres et qu'avec la réglementation des ZFE, on allait avoir un boulevard. Aujourd'hui, pourquoi un commerçant achèterait un utilitaire électrique nettement plus cher qu'un thermique s'il n'est pas obligé de le faire ?"*

Malgré ces incertitudes, les syndicats restent persuadés que le programme de production des utilitaires va se poursuivre dans

l'agenda prévu, avec un démarrage plus progressif que prévu.
L'usine Renault Sandouville compte aujourd'hui 1.838 salariés en activité et 600 intérimaires. Elle produit 132.000 utilitaires par an.

- [Sandouville](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Auto](#)
- [Animaux](#)
- [Industrie](#)
- [Emploi – Travail](#)
- [Renault](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

L'association CHENE à Allouville-Bellefosse est très sollicitée

**La Gournay, une race de poule normande menacée de
disparition**

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Après un pic de production de véhicules utilitaires entre septembre et décembre, l'usine Renault de Sandouville, près du Havre, ne renouvellera pas 300 contrats d'intérimaires. L'annonce a été faite lors d'un comité social économique (CSE) extraordinaire jeudi 6 novembre 2025.

Le 07/11/2025 à 11:44

- La direction de l'usine Renault à Sandouville, près du Havre, a annoncé ce jeudi 25 septembre l'embauche de 50 CDI supplémentaires d'ici à la fin de l'année 2025. Ces embauches entrent dans le plan de 540 nouveaux postes annoncés en 2024.

Le 25/09/2025 à 10:39

- Cent vingt mille moteurs électriques chinois seront assemblés à l'usine Renault de Cléon à partir du printemps 2027. L'annonce a été faite ce mercredi 28 janvier 2026 par la direction du site, en CSE extraordinaire. Le syndicat FO se réjouit de cette annonce, la CGT est plus mesurée.

Le 28/01/2026 à 12:45

- L'usine Renault Sandouville, près du Havre, a confirmé, ce lundi 28 juillet en CSE extraordinaire, augmenter ses cadences pour répondre à une hausse des commandes. En septembre, 300 intérimaires vont être embauchés. Il y a quatre mois, le site se séparait du même nombre de contrats précaires.

Le 28/07/2025 à 15:22

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI
Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

À Grand-Couronne, la relance de plus en plus incertaine de Chapelle Darblay mobilise la CGT

Anthony QUINDROIT

5-7 minutes

La CGT prépare une journée d'actions, mercredi 11 février 2026, sur les sites de Fibre Excellence en France. Le groupe canadien devait relancer l'activité de la papeterie Chapelle Darblay près de Rouen. Mais le projet industriel semble s'éteindre doucement...



Publié: 4 Février 2026 à 17h52 Temps de lecture: 2 min

Peut-on encore y croire ? Après la lutte intense « *durant 2 096 jours* » et la victoire ultra-médiatisée, dans la métropole rouennaise, le dossier Chapelle Darblay faisait figure d'exemple, d'espoir et de modèle de lutte syndicale coordonnée à l'action publique.



Une mobilisation syndicale s'organise pour pousser à la relance de l'usine Chapelle Darblay à Grand-Couronne, près de Rouen. -

À lire aussi : [Près de Rouen, c'est la douche froide pour Chapelle-Darblay avec la démission du gouvernement](#)

Le site devait en effet purement disparaître après le départ du Finlandais UPS en 2019. Mais la Métropole de Rouen avait choisi de [préempter l'usine et son matériel](#) afin de revendre l'ensemble à Véolia associé à Fibre excellence. Cette « *première en France* » est célébrée en grande pompe en mai 2022. On parle alors d'investissements à venir pour 120 millions d'euros, d'une production de 400 000 tonnes de carton d'emballage et, mieux encore, de 250 emplois directs.

« Des solutions existent »

Las ! Bientôt quatre ans plus tard, les grandes ambitions semblent en perdition. Aucune nouvelle alors que le dossier aurait dû être finalisé fin janvier 2026. Pis encore, Fibre Excellence paraît vouloir se désengager de ses usines françaises de Tarascon et Saint-Gaudens : « *Le groupe dit qu'il subit la hausse des coûts de la biomasse, s'agace Christophe Callay, représentant seinomarin de la CGT. Cela représenterait 1 000 emplois ! Et le désengagement dans le projet de Grand-Couronne !* »

Une posture contre laquelle s'oppose le syndicat. Une journée de mobilisation, sur les trois sites, est programmée mercredi 11 février 2026. Avec un message : « *Des solutions existent. Il faut que le groupe aille au bout de ses engagements ! Il fait des profits à l'échelle internationale. Et c'est aussi à l'État [\[qui s'était engagé à entrer au capital afin de soutenir financièrement le projet de relance, NDLR\]](#) d'agir dans ce dossier pour que ce projet se concrétise.* »

« La réindustrialisation est vitale pour notre souveraineté »

Un sentiment partagé par le président de la Métropole de Rouen, Nicolas Mayer Rossignol, dont la collectivité avait acté la préemption du site et [poussait à la relance](#) depuis : « *Nous nous battons depuis six ans pour Chapelle aux côtés des syndicats. En 2022, nous avons même préempté le site pour le sauver. D'autres sites de Fibre Excellence sont aujourd'hui menacés en France. Quand l'État va-t-il enfin réaliser que la réindustrialisation est vitale pour notre souveraineté, l'emploi et l'économie circulaire ! Va-t-il*

enfin entendre la colère des salariés et des élus locaux que j'exprime depuis six ans ? »

Hors micro, d'autres proches du dossier semblent avoir commencé le deuil de Chapelle au regard des évolutions de l'industrie papetière entre le début du combat et aujourd'hui. Christophe Callay, lui, veut encore y croire et ne veut pas voir l'action à venir comme un baroud d'honneur : *« On ne peut pas lutter aussi longtemps, trouver de nouvelles applications, de nouvelles synergies industrielles, pour tout perdre sur une chose aussi simple que la régulation de la biomasse/bois et l'énergie en France ! »* Peut-on encore y croire ?

Lire aussi



[Dany Lemétais vise la passe de trois à Fontaine-le-Bourg en mars 2026](#)



[Incendie dans un immeuble au Petit-Quevilly : trente personnes évacuées](#)



[Un important incendie route de Darnétal à Rouen fait dévier les bus](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Grand-Couronne \(Seine-Maritime\) Normandie Seine-Maritime](#)

Contenus sponsorisés

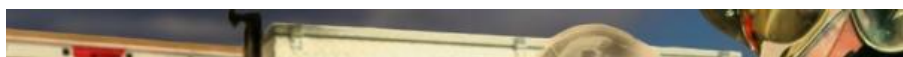
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Dany Lemétais vise la passe de trois à Fontaine-le-Bourg en mars 2026](#)





[Incendie dans un immeuble au Petit-Quevilly : trente personnes évacuées](#)



[Un important incendie route de Darnétal à Rouen fait dévier les bus](#)



[Cathédrale de Lumière en version pop japonaise avec un DJ set à Rouen](#)





[Abus sexuels, violences, humiliations... À Rouen, ces témoignages qui accablent les écoles lassaliennes](#)



[À Rouen, le bitcoin s'invite à la caisse, porté par une poignée de militants convaincus](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Plombée par les travaux de la Sud III, cette jardinerie historique de Rouen va fermer ses portes

3–4 minutes

Après 26 années d'activité, la jardinerie Poullain de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), à l'entrée de Rouen, va prochainement fermer ses portes. On vous explique.

Sur le même thème

[Commerce](#)

[Jardinage](#)



La jardinerie Poullain de Petit-Quevilly (Seine-Maritime), à l'entrée de Rouen, a annoncé qu'elle allait prochainement fermer ses portes. (©Jardinerie Poullain)

Par [Adrien Filoche](#) Publié le 4 févr. 2026 à 17h22

C'est une belle aventure qui se termine, un peu tristement.

Après 26 années d'activité, la jardinerie Poullain de [Petit-Quevilly](#) ([Seine-Maritime](#)), à l'entrée de [Rouen](#), va prochainement fermer ses portes. Dans un communiqué transmis le 4 février 2026, la direction a fait cette annonce et détaille les raisons qui ont poussé à cette **fermeture définitive et contrainte**.

Le chiffre d'affaires s'effondre après les travaux

Interrogée par 76actu, la direction explique que [les travaux de la voirie](#) qui ont débuté ces dernières années, en lien avec le chantier de la [Sud III](#), « ont engendré une baisse importante de la fréquentation ». Et la direction de préciser que « c'est l'unique raison de la fermeture », même si elle reconnaît « un environnement économique déjà tendu ».

Dès le démarrage du printemps, un moment essentiel de l'année pour nous où nous réalisons 50 % de notre chiffre d'affaires, nos clients ont eu des difficultés à venir à cause de ces travaux. La visibilité de notre enseigne a été réduite avec la fermeture d'un côté de la voirie.

Sur l'année 2025, la jardinerie Poullain de Petit-Quevilly note ainsi **une baisse de 20 % de son chiffre d'affaires**. Puis la situation s'est encore aggravée début 2026 avec une **chute de 48 % de la fréquentation** en janvier. Malgré une base de 30 000 clients fidèles, la décision de vendre le magasin est devenue inévitable.

La date de la fermeture de l'enseigne de Petit-Quevilly est envisagée au cours du 1er trimestre de l'année 2026. À noter par ailleurs que la jardinerie Poullain à Franqueville-Saint-Pierre restera, elle, bien ouverte.

Quelle enseigne à la place ?

Si l'avenir du site de Petit-Quevilly n'est pas encore connu, la direction explique que **la Métropole de Rouen s'est déjà positionnée** pour le rachat du site : « Il y a eu une visite et une rencontre en janvier. Pour le moment, nous attendons le retour de la Métropole pour savoir ce qu'ils ont prévu de faire à la place ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Pour les employés, l'enseigne espère trouver la meilleure solution. « Il y a un an, nous étions 22. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que huit sur le magasin. Nous allons faire le maximum pour nos collaborateurs », note la direction générale.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

Suivez l'actualité de Rouen sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

Près de Dieppe, quelles seront les incidences de l'exercice de sécurité nucléaire de Penly

Loïc Potier

6–7 minutes

Comme tous les 5 ans, un exercice de sécurité civile est prévu à la centrale nucléaire de Penly, jeudi 12 février 2026. Quelles seront les incidences sur la vie quotidienne des habitants ? On vous dit tout.



Publié: 4 Février 2026 à 12h22 Temps de lecture: 2 min

L'exercice de sécurité civile prévu à la centrale nucléaire de Penly, près de Dieppe, prévu jeudi 12 février 2026 a été présenté lors d'une réunion publique, préparée jeudi 29 janvier 2026 dans la salle Jean-Paul Villain de Penly, par l'ensemble des intervenants et institutions afin d'alerter la population et les incidences sur la vie quotidienne. C'est un exercice obligatoire qui a lieu tous les 5 ans et qui permet à tous les services de sécurité d'affiner les automatismes au cas où un accident surviendrait dans [la centrale nucléaire de Penly](#), mais aussi dans toutes les infrastructures françaises.

Les téléphones et les sirènes vont sonner

« C'est un dispositif qui permet de tester l'ensemble des dispositifs d'alerte et de gestion de crise qui seraient déployés par les pouvoirs publics et EDF afin d'assurer la protection de tous dans l'hypothèse d'un accident nucléaire » explique-t-on auprès de la communication de la centrale. « Comme le scénario établi par les ingénieurs est secret, personne ne sait vraiment ce quoi il s'agit. Il s'agira de simuler un grave incident technique sur le site. De là, tout sera mis en action, [tant sur la centrale qu'à l'extérieur](#) avec la

chaîne de décision, la préfecture et même le ministère de l'Intérieur. Le plan particulier d'intervention (PPI) sera déclenché. Il organise la protection et les secours des populations environnantes. »

Un exercice « sur table »

« Il s'agit d'un exercice sur table et la population ne devrait pas être trop influencée dans sa vie quotidienne. Les différentes sirènes d'alerte disséminées sur l'ensemble du territoire du PPI vont être actionnées, tant par les municipalités que les différentes casernes de pompiers. Les riverains et les personnes circulant dans la zone PPI recevront un signal sonore spécifique sur leur téléphone un message FR-Alert même si le portable est en mode silencieux. » Il a été activé récemment par la sous-préfecture avec le passage de la tempête Goretti du 9 janvier dernier.

Dans les établissements scolaires



Benoît Réaux, directeur de la centrale nucléaire de Penly a rappelé l'importance de la communication pour informer les riverains. - Photo LP/Paris Normandie

Concernant les 157 établissements scolaires inclus dans le PPI qui s'étend sur un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale, ils mettront en œuvre leur plan particulier de mise en sécurité. Les élèves seront sensibilisés aux alertes sans que cela modifie le déroulement normal d'une journée scolaire. « [La communication est très importante](#) dans le cas précis d'un accident, » ajoute [Benoît Réaux, directeur de la centrale.](#) « Nous effectuons annuellement une cinquantaine d'exercices dont certains sont

inopinés. Sur site, il existe un bloc sécurité et 60 agents sont présents 7 jours sur 7 et toute l'année pour gérer les situations exceptionnelles. Elles peuvent intervenir à tout moment. »

Campagne de comprimés d'iode en septembre 2026

C'était aussi l'occasion de présenter la prochaine campagne de distribution de pastilles d'iode dans le périmètre situé dans un rayon de 20 kilomètres autour de la centrale. Mise en place depuis septembre 2024 pour les communes se trouvant dans un rayon de 10 kilomètres autour des centrales de Penly et de Paluel, la campagne se poursuit avec un renouvellement prévu pour septembre 2026. Elle est valide 7 à 10 ans si les conditions de conservations sont correctes : pas d'humidité, pas de température au-dessus de 25°.

Lire aussi



[La Ville du Tréport pleure Jean-Jacques Louvel, adjoint au maire](#)





[Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large](#)



[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[À Dieppe, décès d'Andréa Raillot, une figure emblématique du](#)

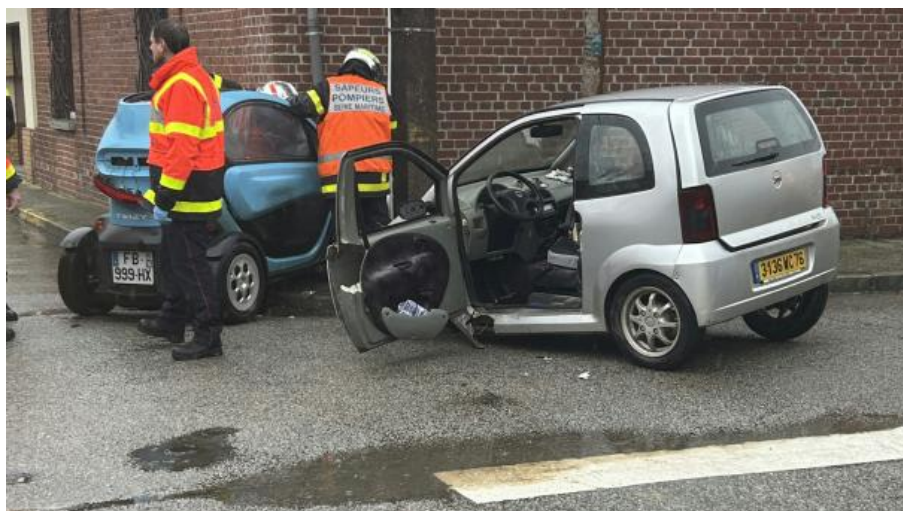
[quartier du Pollet](#)



[Municipales 2026. Une liste « à 50 % renouvelée » pour le maire sortant Nicolas Langlois à Dieppe](#)



[Près de Dieppe, secrétaire de mairie depuis plus de quatre décennies, Annie Dupont tourne la page](#)



[Choc entre voiturettes près de Dieppe : les circonstances du grave](#)

[accident se précisent](#)



[Près de Dieppe, un bâtiment accolé à une maison est ravagé par les flammes](#)



[Municipales 2026. Olivier Bureaux entre continuité et développement local, à Longueville-sur-Scie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Écalles-Alix. Verbalisations en hausse, Alpine en action : le peloton motorisé fait son inspection

Ghislain Annetta

~1 minute

"Quand les choses vont bien, il faut savoir le dire aussi." Le chef d'escadron Arnaud Chérel commande l'escadron départemental de contrôle des flux (EDCF) de Seine-Maritime. L'officier est venu, lundi 2 février,...

Barentin. La Ville se ligue contre le cancer

Julie Hervieux

2-3 minutes

La Ville de Barentin montre encore une fois son engagement pour un sujet fort : les cancers. Ce lundi 2 février, le maire Christophe Bouillon a signé une convention avec la Ligue contre le cancer, représentée par Ahmed Benhammouda, président du comité de la Ligue Seine-Maritime.

Accompagner les initiatives locales

Le programme "Ma Ville se Ligue" a été créé par la Ligue afin d'accompagner les collectivités territoriales et de rendre visible leur engagement grâce à un label. Barentin devient ainsi la première commune du département labellisée "Ma Ville se Ligue", et rejoint d'autres villes françaises comme Nice ou Saint-Etienne. *"40 % des cancers peuvent être évités, débutait l'édile. Le tabagisme, l'alcool, l'alimentation ultra-transformée, l'exposition au soleil sont des facteurs de cancers que nous pouvons éviter. A Barentin, nous sommes engagés toute l'année face au cancer. Cette convention n'est pas un engagement à la légère, on va chercher à engager toutes les forces vives de la ville, faire en sorte de poursuivre nos actions en multipliant d'autres opérations".*

Le système de labellisation "Ma Ville se Ligue" est évolutif et permet ainsi de valoriser progressivement l'impact des actions de la Ville et de sa mobilisation. Le premier niveau de label reconnaît l'engagement et les moyens mobilisés par la commune, les trois niveaux suivants reconnaissent la mise en œuvre concrète et l'impact des actions réalisées. *"A Barentin, plusieurs choses ont été mises en place comme un parcours d'activité physique, des espaces sans tabac autour des écoles mais également un relais de la prévention à l'occasion d'Octobre rose, de Movember. La Ligue s'est engagée à accompagner des maires qui se sont engagés dans un environnement favorable à la santé",* concluait Ahmed

Benhammouda.

Pas de toilettes publiques dans ce quartier du Havre : « C'est embêtant, surtout pour les femmes »

6–7 minutes

La commune déléguée de Rouelles, au Havre, ne comporte qu'une seule toilette publique, dans le parc. Le problème est notamment connu des randonneurs cyclistes et pédestres.

Sur le même thème

[Randonnée](#)

[Santé](#)

[Travaux](#)

Article réservé aux abonnés



Les toilettes du parc de Rouelles sont ouvertes l'été et pendant les vacances scolaires. (©LB/76actu)

Par [Louise Boutard](#) Publié le 5 févr. 2026 à 7h12

Nos plus fidèles lecteurs ont pu le lire en décembre 2025 sur [notre carte des toilettes du Havre](#). La cité océane est plutôt bien pourvue côté **toilettes publiques**, du moins pour les personnes capables d'uriner debout. Tous les quartiers semblent occupés... Tous ?

Non ! La **commune déléguée de Rouelles** échappe (presque) à cette répartition.

« C'est embêtant, surtout pour les femmes »

Le problème n'est pas nouveau pour **les randonneurs**. À vélo ou à pieds, plusieurs groupes ont l'habitude de prendre leur départ à Rouelles, sur la **place de la mairie**. Ils regrettent l'absence de toilettes publiques à cet endroit. Seules les toilettes du parc de Rouelles existent mais ne sont ouvertes qu'à certaines périodes de l'année (voir encadré ci-dessous).

Les toilettes du parc de Rouelles

Il existe bien des toilettes publiques dans la commune déléguée. Mais celles-ci sont situées dans le parc de Rouelles. Pas dans le centre urbain. Et elles ne sont pas à disposition en permanence, contrairement à celles de la forêt de Montgeon ou encore des Jardins suspendus.

Ici, les toilettes sont gérées par les occupants de la Guinguette voisine. Elles sont ouvertes tous les jours du 15 mars au 30 octobre, de 9 h à 20 h (et jusqu'à 22 h en juin, juillet et août). Pour la période hivernale, entre novembre et mi-mars, elles sont ouvertes uniquement pendant les vacances scolaires.

L'élue communiste Nathalie Nail l'a souligné lors du conseil municipal de décembre 2025. Le maire délégué, Christophe Argentin, connaît lui aussi cette problématique.

Les habitants m'en parlent deux à trois fois par an. Nous avons déjà fait la demande plusieurs fois, notamment lors du mandat précédent, car c'est la ville du Havre qui gère les investissements. Cela nous a toujours été refusé.

Le maire délégué admet que, sur des horaires ouvrables, il reste possible de se rendre dans la [mairie de Rouelles](#). « Mais cela doit rester un usage exceptionnel ». De même certains randonneurs se rendent dans les **commerces proches**, mais au prix d'une consommation.





La FSGT rassemble des cyclistes de différentes vitesses pour s'entraîner ensemble, en partant souvent de Rouelles (©photo transmise Pascal Decaens)

« C'est embêtant, **surtout pour les femmes** », témoigne Pascal Decaens. Le secrétaire de la section Total de la FSGT (Fédération Sportive et Gymnique du Travail) a l'habitude de partir avec une vingtaine de cyclistes pour des **randonnées de 100 km en moyenne**. Il faut un point de rendez-vous où puissent à la fois se trouver les vingt vélos, et des voitures. Souvent, la mairie de Rouelles sert de point de rencontre, vers 7 h 30 ou 8 heures, alors que peu de commerces sont ouverts. Ensuite, ils font un seul arrêt, à mi-parcours. « Il faut **prendre ses dispositions** », résume le cycliste.

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'incrIRE](#)

Même constat pour Nicole Leperchey, présidente de Rand'Océanes. Les dimanches, mais aussi parfois les mardis et jeudis, entre 10 et 50 personnes se retrouvent souvent à cet endroit. L'association a l'habitude d'effectuer différentes activités avec la fabrique de Rouelles et l'emplacement était donc tout trouvé.

Deux participants sur trois sont des femmes et l'itinéraire doit parfois être pensé en fonction des emplacements des toilettes pour les randonnées urbaines. « Il n'y a pas assez de toilettes, c'est un problème général au Havre, pas seulement pour les randonneurs, mais aussi **les personnes âgées ou les enfants** qui jouent dans les parcs », estime-t-elle.

Les toilettes dans la campagne

Adjointe en charge du quartier de Rouelles et candidate à la mairie déléguée, Louisa Couppey annonce que l'on retrouvera **l'installation de toilettes dans son programme**. « Nous n'avons jamais eu de demande de la mairie de Rouelles », insiste-t-elle

avant de se souvenir d'une demande de Valérie Auzou, adjointe au maire délégué actuel, elle-même interpellée par les cyclistes.

À l'époque, les habitants et commerçants interrogés n'avaient pas semblé enthousiastes. « Il faut tout de même compter **50 000 à 60 000 euros pour l'installation de toilettes**, sans compter l'entretien », souligne Louisa Couppey.

Depuis quelques années pourtant, cette demande semble mieux reçue. La récente loi pour les personnes [atteintes de la maladie de Crohn](#), le redynamisme de la place principale de Rouelles avec la volonté de **relancer le marché** incitent la candidate à proposer une nouvelle étude sur ce sujet en cas de victoire. « Je pense qu'il y aurait une utilité, surtout pour les femmes et les enfants », déclare-t-elle.

Suivez l'actualité du Havre sur [notre chaîne WhatsApp](#) et sur [notre compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Budget : l'Etat doit revoir l'enveloppe donnée à la faculté selon le président de l'université de Rouen Normandie - ICI

Marianne Naquet

6-7 minutes

Franck Le Derf, président de l'université de Rouen Normandie dans les studios de ICI Normandie. © Radio France

Diffusé le jeudi 5 février 2026 à 7:44

Publié le jeudi 5 février 2026 à 7:44

L'université de Rouen Normandie dans le rouge, avec un déficit pour l'année 2025 très important et peut-être pire en 2026.

Conséquence : il va y avoir des suppressions de places dans certaines filières dès septembre. Le président de la faculté est l'invité de ICI Normandie.

L'université de Rouen Normandie est **obligée de se serrer la ceinture et de faire des choix**, avec un déficit pour l'année 2025 très important. Ce n'est rien à côté de celui prévu pour 2026. Des suppressions de places ont été annoncées dans certaines filières pour la rentrée de septembre, et des suppressions de postes avec des départ à la retraite non remplacés. *"C'est la première fois, que nous sommes obligés de prendre de telles mesures budgétaires"*, reconnaît le président de l'université, Franck Le Derf, même si **la situation est délicate** depuis quelques années. *"Le déficit est de 5 millions en 2025 sur un budget de 280 millions d'euros, et un budget initial pour 2026 avec un déficit à hauteur de 11 millions, avec des mesures importantes, puisque si j'avais présenté un budget similaire, j'aurais eu un déficit de 20 millions d'euros"*, explique-t-il.

Comment en est-on arrivé là ? Et bien, ce n'est pas lié, affirme Franck Le Derf, *"à une mauvaise gestion à l'université. C'est récurrent depuis quelques années. C'est lié à plusieurs facteurs."*

Aujourd'hui, l'allocation des moyens, notre budget provient essentiellement de la dotation de l'État, c'est 80% de notre budget. Si on compare les autres universités françaises identiques, nous avons une sous-dotation, à peu près de 15 à 60 millions de moins par rapport aux autres universités similaires." Les universités de Caen, Dijon, Clermont-Ferrand ou encore Poitiers, ont **plus de moyens que celle de Rouen Normandie** pour fonctionner, pour la même taille d'étudiants.

S'ajoute à cela, "depuis 2023, une très bonne chose : les mesures salariales des fonctionnaires, qui sont en partie compensées pour nous; L'université est, ce qu'on appelle opérateur de l'État, on gère la totalité de notre fonctionnement, investissement, la partie bâtiminaire, mais surtout aussi, et c'est une très bonne chose, la masse salariale. Et l'ensemble des mesures salariales depuis 2023 sont compensées en partie, c'est-à-dire que l'État ne nous donne pas la totalité." Depuis trois ans, l'université a dû **mobiliser plus de 10 millions d'euros**, sur ses fonds propres, pour financer des mesures salariales et réglementaires imposées par l'Etat. "À un moment donné, ça ne passe plus", lance-t-il.

Que dit l'Etat ?

Le président de l'université explique avoir *"des discussions régulières avec le Rectorat, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche."* Franck Le Derf va justement voir Philippe Baptiste ce vendredi 6 février. **Il va se rendre à l'université** de Rouen. *"Je pense avoir fait ma part, côté dépenses. Les mesures que j'ai annoncées pour 2026, sont drastiques. L'allocation des moyens est à revoir, le ministre en a conscience. Bien évidemment, on en a tous conscience, que l'enseignement supérieur, l'université jouent un rôle important sur un territoire, donc l'université de Rouen joue un rôle important et elle doit être soutenue."*

Des mesures d'économies drastiques

L'une des décisions prises pour limiter le déficit, **c'est la suppression de près de 700 places en première année de licences**, notamment en droit, staps (sciences et techniques des activités physiques et sportives) et psychologie.

Entre 36 et 72 places vont être supprimées dans chaque licence. Sur les 130 recrutements prévus en 2026, il n'y aura que la moitié, environ 60 postes : près de 60, 70 seront donc non pourvus.

- [Rouen](#)

- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)
- [Enseignement supérieur](#)
- [Université](#)
- [Budget de l'État](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies
Mesure d'audience et web analyse.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Les épisodes de l'émission : ICI matin, l'invité ICI Normandie

[Passer la section](#)

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Elle veut devenir la prochaine maire de Rouen : Marine Caron a lancé sa campagne samedi, à moins de deux mois des élections municipales. La candidate de la droite et du centre, soutenue par Horizons, le parti d'Édouard Philippe, est l'invitée d'ICI Normandie ce lundi 26 janvier.
- 157 millions de places ont été vendues dans les salles de cinéma en 2025 contre 181 en 2024. À quoi s'attendre pour 2026 ? Le président de la Fédération française du cinéma et président-directeur général de Noé Cinémas, Richard Patry, répond à ICI Normandie ce vendredi.
- Les Halles Biltoki ont fermé leur porte le 31 décembre 2025 à Rouen. Les dirigeants livrent plusieurs explications sur les réseaux sociaux et rejettent la faute sur le propriétaire des murs du bâtiment, les Docks 76.

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Suspensions de maltraitance dans un établissement près de Dieppe : deux enquêtes en cours

5–7 minutes

Des agents et des enfants ont signalé ces derniers mois de potentiels faits de maltraitance commis près de Dieppe (Seine-Maritime). Deux enquêtes sont en cours.

Sur le même thème

[Enfants](#)

[Petite enfance](#)

[violences](#)

Article réservé aux abonnés



Deux enquêtes sont menées concernant ces suspicions de maltraitance à Saint-Nicolas-d'Aliermont (Seine-Maritime).

©Archives

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 4 févr. 2026 à 17h46

« Nous voulons faire part de l'omerta, des alertes ignorées et des **violences** commises sur les **enfants**. Mais aussi celles que nous pouvons subir comme **lanceur d'alertes** », annonce Léa*. Cette

dernière travaille à l'Idefhi de [Saint-Nicolas-d'Alermont \(Seine-Maritime\)](#), l'**Institut départemental de l'enfance de la famille et du handicap pour l'insertion**. L'établissement a déménagé en juillet 2025. Il se trouvait auparavant à Dieppe, aux Dentelles.

Ces derniers jours, cette **structure de protection de l'enfance** est au cœur de l'actualité en raison de **suspensions de maltraitance** sur des enfants. Certains d'entre eux auraient témoigné auprès d'éducateurs de l'établissement, auprès du collège de Saint-Nicolas mais aussi du CMP, le Centre médico-psychologique. Depuis quelques mois, une enquête interne est menée au sein de l'Idefhi et une enquête de la gendarmerie d'Envermeu serait en cours.

Des faits remontant aux Dentelles

Léa a sollicité la presse pour évoquer le « ras-le-bol » des équipes travaillant dans cet établissement de protection de l'enfance. Léa souhaite par ailleurs pointer du doigt les dysfonctionnements (lire ci-contre) de la structure et veut que la « direction prenne ses responsabilités ».

Près de 30 enfants sont suivis à l'Idefhi. Ils sont répartis dans trois unités : la pouponnière, pour ceux âgés de 0 à 3 ans ; l'unité petite enfance, regroupant des enfants de 3 à 6 ans ; et la Mesc, la Maison d'enfants à caractère social verticale, regroupant des jeunes de 6 à 17 ans. Près d'une quinzaine d'éducateurs s'occupent d'eux.

Les premiers faits de maltraitance remonteraient entre fin 2024 et 2025. Une agente en serait à l'origine. Il lui serait reproché, entre autres, d'avoir forcé un enfant de 3 ans à manger alors qu'il a des difficultés. « Elle lui enfonçait la cuillère dans la bouche alors qu'il pleurait et criait », argumente Léa.

Parfois, en guise de punition, des enfants étaient enfermés à clé dans des pièces. Sans compter des épisodes de punition et d'humiliation, que Léa caractérise comme « des pratiques rétrogrades ou anciennes ».

Votre région, votre actu !

Recevez chaque jour les infos qui comptent pour vous.

[S'inscrire](#)

Pour le moment, une demi-douzaine d'enfants seraient concernés par ces actes de violence. Ce que reproche aujourd'hui la lanceuse

d'alerte, c'est que la direction a laissé « passer l'histoire au silence » afin « de ne pas faire de vague ».

Pourtant, la direction générale dit avoir « agi immédiatement ». Les éducateurs qui auraient alerté la direction auraient subi des pressions.

Une personne suspendue

En juillet dernier, la structure s'est installée à Saint-Nicolas-d'Aliermont. Avec la nouvelle configuration des services, l'équipe a été divisée en deux. Selon la Seinomarine, cette scission pourrait avoir été bénéfique pour des enfants qui auraient subi des violences.

Pourtant, malgré cette installation, de nouveaux soupçons sont signalés quelques mois après le déménagement. Le CMPP, le Centre médico-psychologique pédagogique, alerté, aurait immédiatement contacté la direction. Conséquence : l'agente suspectée d'avoir violenté les enfants a été suspendue. Une information que confirme le service communication de la direction générale de l'Idfhi.

Un manque de formation des agents ?

Léa et certains de ses collègues craignent pour leur travail à l'Idfhi. Et pour cause, ils reprochent aujourd'hui le manque de formation d'agents, souvent en reconversion professionnelle, qui « n'ont pas les bases du métier d'éducateur », signale Léa. Elle craint que l'équipe manque d'outils et que l'accompagnement des enfants ne soit pas ce qu'il est censé être. Avec un manque de formation, elle craint aussi d'autres faits de violences.

Un signalement aurait également été fait auprès de la procureure du tribunal de Dieppe et de l'ASE, l'Aide sociale à l'enfance.

Peu avant la fin 2025, une enquête interne a donc été lancée au sein de l'Idfhi. La direction générale précise qu'elle durera au maximum quatre mois. Des personnes de l'Idfhi, extérieures à la structure aliermontaise, mènent des auditions auprès des agents « et potentiellement des enfants ».

La salariée est toujours suspendue, en attendant l'avancée de l'enquête. « Si les faits sont avérés, l'agent ne fera plus partie de l'Idfhi », conclut la direction.

*Prénom d'emprunt

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

Témoignages, plainte : ce que l'on sait des violences physiques et sexuelles dans les écoles lasalliennes à Rouen - ICI

Emmanuel Grabey , Lila Lefebvre

7-9 minutes

Neuf anciens élèves du Pensionnat Jean-Baptiste de La Salle ont saisi la cellule d'écoute mise en place par la Congrégation. © Radio France - Christine Wurtz

Publié le mercredi 4 février 2026 à 12:49

Neuf anciens élèves du réseau des écoles lasalliennes, dont Jean-Baptiste-de-La-Salle de Rouen, ont saisi la cellule d'écoute créée en 2014 par la Congrégation pour entendre les victimes de violences physiques et sexuelles. Une plainte est déposée. ICI Normandie fait le point ce mercredi.

Un établissement de Rouen est à son tour éclaboussé par un scandale de sévices et violences sexuelles commis dans les établissements scolaires privés catholiques. Le pensionnat Jean-Baptiste-de-La-Salle, situé dans le quartier Saint-Gervais, et qui accueille aujourd'hui 1.500 élèves du CP à la terminale, est au cœur [des révélations et des témoignages d'un nouveau collectif national](#) de victimes, rendus publics dimanche 1^{er} février 2026. Comme dans 19 autres établissements de toute la France gérés par la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes, dit aussi réseau lasallien, d'anciens élèves sortent du silence et témoignent avoir été victimes de sévices et de violences, certaines d'ordre sexuel, sur une période allant des années 1950 à 1980. ICI Normandie fait le point ce mercredi.

Neuf anciens élèves rouennais du réseau lasallien ont saisi la [cellule d'écoute](#) mise en place par la Congrégation en 2014. Sur ces neuf saisines, *"cinq émanaient de personnes mettant en cause des religieux de la Congrégation (tous décédés), une concernait des violences entre élèves, deux visaient des personnels laïcs*

(vraisemblablement aussi décédés), et une provenait d'un témoin ayant souhaité apporter un témoignage", détaille la Congrégation dans un communiqué transmis par son avocat, Me Matthias Pujos. "À ce stade, cinq protocoles ont d'ores et déjà été conclus entre la Congrégation et les plaignants au titre de faits prescrits survenus à Rouen, donnant lieu à des mesures de reconnaissance et de réparation au titre d'une démarche de 'justice restaurative ', pour un montant total de 130.000 euros, conformément au barème préconisé par la Commission reconnaissance et réparation", peut-on également lire dans le communiqué.

Une plainte d'un ancien élève rouennais

Sur les quatre établissements lasalliens de l'agglomération de Rouen impliqués, un seul est toujours ouvert sous la même forme, le Pensionnat Jean-Baptiste-de-La-Salle. Parmi les trois établissements aujourd'hui disparus, il y a le collège Bellefonds de Rouen. Ce dernier est aujourd'hui intégré à l'Institut Jean-Paul II, et est passé de la tutelle de la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes à la tutelle diocésaine.

Le 25 novembre 2025, l'un des anciens élèves de Jean-Baptiste-de-La-Salle, Philippe Auzenet, a été entendu par la gendarmerie dans le cadre d'une enquête préliminaire. Cette audition constitue une plainte de la part de celui qui est par ailleurs co-fondateur du collectif de victimes. Philippe Auzenet, [invité d'ICI Normandie mercredi 4 février](#) 2026, y a été écolier entre 1958 et 1961. Il raconte avoir subi régulièrement les violences sadiques d'élèves plus âgés, sans que les surveillants adultes n'interviennent. Ils entretenaient même la violence, dit-il, qu'il décrit comme *"institutionnalisée"*.

Quatre auteurs principaux de sévices

Le parquet de Rouen, contacté par ICI Normandie, indique que c'est à partir de cette audition qu'il pourra **qualifier les faits relatés**, et déterminer s'ils sont poursuivables ou s'ils sont prescrits. Il indique ne **pas avoir reçu d'autre plainte**.

Philippe Auzenet n'a pas été victime de sévices sexuels, c'est aussi selon lui ce qui lui permet de témoigner à visage découvert, et ce qui l'a encouragé à fonder le collectif de victimes. Mais il rapporte des **témoignages d'agressions sexuelles et de viols** commis à Rouen. Les victimes dont il a recueilli la parole pointent quatre auteurs principaux : un aumônier, le chef cuisinier, le religieux

responsable de la 6^e et de la 5^e et un professeur d'histoire-géographie.

Un appel à témoignage entendu

Les témoignages de toute la France continuent d'affluer auprès du collectif, affirme Philippe Auzenet, des dizaines depuis la publication de leur communiqué dimanche. Deux auditeurs d'ICI Normandie se sont également manifestés au standard de la radio, expliquant avoir été également **victimes d'abus** lorsqu'ils étaient élèves de l'établissement rouennais. De nombreuses victimes disent être sorties de leur amnésie traumatique après les premières révélations sur les [violences commises à Notre-Dame-de-Bétharram](#).

Le collectif de victimes peut être [contacté par mail](#).

La cellule d'écoute de la Congrégation est [joignable par mail](#) ou par courrier postal : Maison de La Salle - Cellule d'écoute - 78A rue de Sèvres - 75341 PARIS Cedex 07.

- [Violences à l'école](#)
- [Agression sexuelle](#)
- [Viol](#)
- [Notre-Dame de Bétharram](#)

VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

Pour afficher ce contenu Odoxa, vous devez accepter les cookies *Mesure d'audience et web analyse*.

Ces cookies permettent d'obtenir des statistiques d'audience sur nos offres afin d'optimiser son ergonomie, sa navigation et ses contenus.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Ce vendredi 28 mars marque la journée annuelle de mémoire et de prière pour les victimes de violences sexuelles au sein de l'Eglise en France. Moins d'un an après les premières révélations

concernant l'Abbé Pierre, le diocèse de Rouen organise ce vendredi une messe à Esteville, là où il est inhumé.

Le 28/03/2025 à 21:07

- INFORMATION ICI Normandie. Un homme suspecté d'avoir passé un coup de téléphone malveillant alertant sur la présence de bombes dans et aux abords de la synagogue de Rouen, a été interpellé jeudi 22 janvier 2026. Il a été arrêté à Uzerche, en Corrèze.

Le 22/01/2026 à 18:21

- La synagogue de Rouen a été victime d'une fausse alerte à la bombe, ce mercredi 21 janvier en début de matinée, selon des sources policières à ICI Normandie. Le doute a été rapidement levé par la police. La synagogue de Rouen est fermée depuis mai 2024 et l'incendie criminel qui l'a ravagée.

Le 21/01/2026 à 19:21

- Les deux gérantes chinoises d'un salon de massage du centre-ville de Rouen seront jugées en janvier 2026 pour proxénétisme, blanchiment et travail dissimulé, apprend ICI Normandie ce jeudi. Les deux femmes, placées en garde à vue ce mardi, proposaient des masturbations à leurs clients.

Le 27/11/2025 à 13:13

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

TÉMOIGNAGE. "J'ai été tué à sept ans." Violences à l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle : un ancien élève raconte le cauchemar qu'il a vécu

Écrit par Clémence Blanche

9–12 minutes

Publié le 05/02/2026 à 06h30

Temps de lecture : 8 min

Un collectif d'anciens élèves d'établissements du réseau catholique des Lasalliens s'est constitué pour dénoncer des violences physiques, morales et sexuelles. Philippe Auzenet, cofondateur et ancien élève de l'école catholique Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen (Seine-Maritime) dans les années 1960, nous livre son témoignage.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

L'affaire Bétharram fut une déflagration. Scandale national mais aussi bouleversement intime pour Philippe Auzenet.

À l'écoute des témoignages des victimes dans les médias, toutes les violences subies dans son enfance lui sont revenues en mémoire, comme un flash douloureux.

Il s'est d'abord à nos confrères de [France inter](#), avant de répondre à nos questions.

VIDEO. Témoignage de Philippe Auzenet :

durée de la vidéo : 00h02mn14s



Un collectif d'anciens élèves d'établissements du réseau catholique des Lasalliens s'est constitué pour dénoncer des violences physiques, morales et sexuelles. • ©FTV

Le Normand d'origine, âgé de 73 ans aujourd'hui, dit avoir subi des violences au sein de l'établissement privé catholique sous contrat Jean-Baptiste-de-la-Salle à Rouen, dans les années 1960. Il a depuis cofondé un collectif de victimes et a lancé un appel à témoignages national, ce dimanche 1er février.

Et depuis cinq jours, son téléphone n'arrête pas de sonner.

À son entrée à l'école, Philippe Auzenet était *"un petit bout de chou, un petit bonhomme de sept ans"*. Il y est resté trois ans *"et les deux premières ont été pour moi véritablement un bain. Il y avait un climat de violences générales, un climat très austère, très triste"*, nous raconte-t-il, mercredi 4 février.

[La photo de classe de Philippe Auzenet en 1958, situé au 2^e rang, 2^e garçon à partir de la droite.](#) • © Philippe Auzenet

[Le Rouennais témoigne](#) de violences physiques entre élèves dans la cour de l'école laissée sans surveillance. *"Je recevais des coups, des caïds faisaient la loi... [...] C'est là où ça a commencé à devenir terrible pour moi. Deux grands, qui avaient cinq ans de plus, ont jeté leur dévolu sur moi. Ils m'ont isolé dans un coin du préau et m'ont ficelé comme un saucisson, je me souviens encore de la corde."*

Ils m'ont pendu par les pieds, ils ont été jusqu'à mettre un bol sous ma tête, ils ont sorti des couteaux de boucher et ils ont fait semblant de m'arracher les yeux, comme on faisait pour les lapins quand on voulait les tuer dans les fermes normandes.

Philippe Auzenet

Ancien élève à Rouen et fondateur du collectif de victimes

"J'ai été tué à sept ans", assène le vieil homme avec aplomb. Il explique avoir été victime de telles violences pendant deux ans, à raison de deux fois par mois environ. "Quand on est un enfant de cet âge, on le prend au premier degré. Ce sont des actes répétitifs qui détruisent complètement la vie intérieure d'un enfant."

"Pour moi c'était terrible, ça m'a brisé. Ça a interrompu tout le processus de maturation dans ma vie, j'ai eu des mauvais résultats scolaires, après chaque intervention de violence, je faisais dans ma culotte. À l'époque, ma mère me disait que c'était dégoûtant, elle ne se rendait compte de rien."

Il faut ajouter à cela une volée de syndromes qu'il portera toute sa vie, causés par du stress post-traumatique : des addictions, des dépressions à répétition, des pensées suicidaires quasi quotidiennes et une estime de soi anéantie.

[Le Rouennais Philippe Auzenet, à l'âge de 7ans. • © Philippe Auzenet](#)

Si Philippe Auzenet subira uniquement des violences physiques, d'autres élèves rouennais témoignent aussi de violences sexuelles et de viols [au sein de l'établissement](#). *"Je le sais maintenant depuis peu, il y avait quatre prédateurs dans l'établissement"*, dévoile-t-il.

Eux commettaient des violences sexuelles, des viols, et des attouchements pendant les confessions, puisqu'il y avait l'aumônier principal qui était le premier prédateur, suivi du sacristain, un frère et le chef cuisinier.

Philippe Auzenet

Ancien élève à Rouen et fondateur du collectif de victimes

Le cofondateur du collectif avait pris contact avec l'académie de Rouen qui avait transmis son signalement au procureur.

Ce dernier a ordonné une enquête, toujours en cours, et la gendarmerie a auditionné Philippe Auzenet le 25 novembre 2025, pendant deux heures.

"J'ai porté plainte contre l'institution et beaucoup de gens vont faire de même. Il y aura une plainte par le collectif quand le nombre de victimes atteindra 40 ou 50 personnes, et qu'elles auront elles aussi porté plainte individuellement", explique-t-il.

La direction de Jean-Baptiste-de-La-Salle était-elle au courant de ces agissements ? *"Ils m'ont dit que non par courrier, mais pour moi ce n'est pas possible"*, affirme Philippe Auzenet.

De son côté, la congrégation des Frères des Ecoles Chrésiennes qui gère le groupe scolaire, nous a assuré [via un communiqué de presse](#) rédigé par ses avocats, avoir *"pris très au sérieux la constitution d'un collectif de plaignants"*.

Elle tient *"en tout premier lieu, à redire avec gravité et respect sa pensée la plus profonde à l'égard de toutes les personnes qui ont été victimes, par le passé, de violences, d'abus ou d'atteintes psychologiques ou sexuelles commises par des membres de l'institution"*.

[Le groupe scolaire Ecole, Collège & Lycée Jean-Baptiste-de-La-Salle à Rouen \(Seine-Maritime\), le 4 janvier 2026. • © Patrice Cornilly - France Télévisions](#)

La congrégation a créé une cellule d'écoute dédiée depuis 2014, composée de laïcs et de membres religieux. Celle-ci a été saisie à deux reprises pour l'établissement Jean-Baptiste-de La-Salle, nous précise Maître Matthias Pujos.

La deuxième saisine, *"a conduit la Congrégation à adresser, en mars 2025, une lettre de reconnaissance des faits audit fondateur du Collectif"*, appuie l'avocat. Le chiffre monte à 9 saisines pour l'ensemble de la région rouennaise, 72 pour la France entière (dont 70 ont déjà permis le versement d'une indemnité financière).

En plus de la cellule d'écoute, la Congrégation affirme procéder systématiquement à un signalement auprès des autorités quand les faits sont *"susceptibles de recevoir une qualification pénale"* et commis *"par un Frère encore en vie"*. Depuis 2022, trois signalements ont été faits auprès des procureurs de Besançon, Evry-Courcouronnes et Reims.

Et en effet, les témoignages auprès du collectif proviennent de toute la France. *"Ça nous occupe à temps plein, c'est de l'ordre de 30 à 40 mails par jour, un appel téléphonique toutes les 10min"*.

"Il y a une sorte de réseau pédocriminel passif. Les personnes pédocriminelles se disent que dans cette institution, ils ne disent trop rien, assène Philippe Auzenet. Quand une personne a commis un crime, il la déplace et elle reste en contact avec des mineurs. Même s'ils disent qu'ils ne font plus ça aujourd'hui, c'est trop facile de se dédouaner comme ça."

La France dénombre encore 150 écoles dites lassaliennes, pour plus de 145 625 élèves. Il y en avait environ 300 dans les années 1950.

Le collectif appelle à des mesures et des réformes complètes pour les élèves actuels. *"On sait très bien qu'il y a encore aujourd'hui des cas de crimes, de viols. Au téléphone ce matin une dame de Perpignan me disait que son fils de sept ans avait été molesté et qu'elle allait porter plainte"*, relate Philippe Auzenet.

Le collectif demande aussi la réparation *"intégrale et réelle"* de tout ce qui a été subi, la création d'un fonds de 100 000 millions d'euros pour dédommager les victimes, la levée exceptionnelle de la prescription des crimes, l'accès total aux archives de la Congrégation, et la reconnaissance de la responsabilité morale, civile et financière de l'institution.

Cette dernière affirme dans son communiqué rester *"pleinement ouverte à la discussion et au dialogue"* et ce, *"dans un cadre respectueux et constructif."*

Malgré la souffrance d'une vie et les témoignages douloureux encore aujourd'hui, Philippe Auzenet assure que la fin de son amnésie traumatique et son combat avec le collectif l'ont libéré.

"Là, j'ai un petit peu le sourire parce que je vis maintenant, avant je survivais. Le reste de ma vie, je veux le donner pour aider d'autres victimes."

Avec Grégory Thelu

Contacts

- Collectif des victimes : victimes.lasalliens@gmail.com. Ou [groupe Facebook](#) "Collectif des victimes des Lasalliens".
- Cellule d'écoute de l'école : ecoutevictimes@lasallefrance.fr. Ou par courrier : Maison de La Salle – Cellule d'écoute – 78A rue de Sèvres – 75341 PARIS Cedex 07.

Abus sexuels, violences, humiliations... À Rouen, ces témoignages qui accablent les écoles lassaliennes

Anthony QUINDROIT

7-8 minutes

Après la diffusion de témoignages d'anciens élèves des écoles lassaliennes victimes de violences dans toute la France, dont à Rouen, par France Inter et Ici, d'autres « anciens » ont également pris la parole auprès de Paris Normandie. Entre humiliations, violences physiques et agressions sexuelles.



L'établissement Jean-Baptiste de la Salle à Rouen fait partie de ceux cités par des victimes de violences physiques et sexuelles survenues pour certaines il y a près de soixante ans. - photo Paris Normandie / STÉPHANIE PÉRON CLÉMENT



Publié: 4 Février 2026 à 19h50 Temps de lecture: 1 min

Il lui aura fallu près de quatre décennies pour que le brouillard dans sa tête se dissipe. Thierry se souvient très bien de l'élément déclencheur : « *J'avais un stagiaire qui devait s'absenter quelques*

jours de l'exploitation. Il était du côté des victimes dans [l'affaire du maître-nageur](#), à Pont-Saint-Pierre... » L'homme, condamné depuis, avait violé et agressé sexuellement plusieurs enfants qu'il entraînait.

Dans la tête de Thierry, l'évocation du drame vécu quelques années auparavant par son stagiaire le renvoie à sa propre enfance. Aux douches sans intimité qu'il devait prendre dans les sous-sols de Jean-Baptiste de La Salle, à Rouen, à la fin des années 1960. « *J'avais dix ans, en 1967, lorsque je suis entré dans cet établissement en tant qu'interne* », raconte-t-il à *Paris Normandie*...

« Et plusieurs fois, il a fallu que j'aie dans ce que je pensais être un confessionnal... »

La suite de son témoignage est à l'avenant de ceux que [nos confrères d'Ici, du groupe Radio France](#), ont pu compiler dans toute la France, notamment à Rouen, au sujet du réseau lassalien. Des faits survenus dans des écoles privées catholiques qui semblent faire écho directement à ceux survenus à Notre-Dame-de-Bétharram.

« J'ai été malmené durant les huit ans où j'étais là-bas, raconte l'agriculteur quasi-septuagénaire. Des violences dans l'apprentissage, ça, je m'en souvenais. Mais les images de ce curé qui venait me surveiller sous la douche, qui me touchait... »

L'échange s'interrompt brièvement. Il reprend, la voix blanche. « *Et, plusieurs fois, il a fallu que j'aie dans ce que je pensais être un confessionnal où il me masturbait.* »

Le gamin d'alors ne comprend pas. Ne parle pas non plus quand « *le patrouilleur* », dans les dortoirs, vient le toucher en lui expliquant « *qu'il traite avec Dieu directement* ». La honte. Le silence. Le voile dans le cerveau. Les effets délétères sur sa vie d'adulte... Et cette explosion dans sa tête quand il réalise.

« Aujourd'hui, je remercie ceux qui ont le courage de parler, de mener des actions. Moi, je suis en train de me libérer de ça. J'ai commencé à échanger avec un psy... »

Obligée de se mettre en culotte et soutien-gorge dans le bureau

D'autres personnes que nous avons contactées ont aussi subi ou assisté à des scènes violentes. Des années plus tard. Chloé, 43

ans, aujourd'hui, est passée par « JB » entre 1996 et 1998. « Je venais du public et je me souviens de ce climat de soumission des élèves... » Elle vit deux événements qui, sur le moment, l'ont tétanisée : « J'étais dans le collimateur. Et, un jour, un chef de division, persuadé que j'avais du cannabis sur moi, m'a convoquée dans son bureau. Et a exigé que je me déshabille pour prouver que je n'avais rien sur moi. » L'adolescente d'alors vit « [une humiliation](#) », en culotte et soutien-gorge devant une figure d'autorité. « Il n'y a pas eu de contact mais c'était tellement dégradant. Je n'ai même pas osé en parler à mes parents. » Plus tard, c'est un professeur de catéchisme qui va l'humilier devant toute la classe parce qu'il la considère « obscène ! C'était en seconde. J'avais embrassé mon petit copain de l'époque et j'avais été collée pour conduite inadmissible. J'étais devenue l'exemple à ne pas suivre ! »

À lire aussi : [Gifles, fessées, cris... sont interdits sur les enfants et pourtant, 33 % des parents l'ignorent](#)

Camille, elle, affirme n'avoir jamais rien subi : « De 1989 à 1999 j'étais externe et plutôt bonne élève. Mais la maltraitance, les humiliations... C'étaient des élèves qui étaient soulevés par l'oreille sur plusieurs mètres, [des claques violentes](#)... » Son seul « moment » de malaise : « Avoir été désignée par un encadrant, en seconde, comme « Une femme qui fait le plus vieux métier du monde » parce que j'avais une jupe qui arrivait aux genoux. Sur le moment, tout ça, on devait se dire qu'on avait à faire à des violences ordinaires. Mais je ne suis pas étonnée que ça sorte des années plus tard. Il le fallait ! »

Elle-même est devenue enseignante dans le privé. L'ambiance est différente. « Même s'il y a encore des professeurs qui hurlent sur les élèves... » Elle tente alors de faire preuve de pédagogie auprès de ses collègues : « Clairement, j'ai l'impression que je me suis construite en opposition à tout ça. Il faut accompagner les enfants. Mais pas dans la violence. »

Le collectif recueille des témoignages de victimes via le mail victimes.lasalliens@gmail.com.

Lire aussi





[Dany Lemétais vise la passe de trois à Fontaine-le-Bourg en mars 2026](#)



[Incendie dans un immeuble au Petit-Quevilly : trente personnes évacuées](#)



[Un important incendie route de Darnétal à Rouen fait dévier les bus](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#) [Normandie](#) [Seine-Maritime](#) [Eure](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Dany Lemétais vise la passe de trois à Fontaine-le-Bourg en mars 2026](#)



[Incendie dans un immeuble au Petit-Quevilly : trente personnes évacuées](#)





[Un important incendie route de Darnétal à Rouen fait dévier les bus](#)



[Cathédrale de Lumière en version pop japonaise avec un DJ set à Rouen](#)



[Abus sexuels, violences, humiliations... À Rouen, ces témoignages qui accablent les écoles lassaliennes](#)





[À Rouen, le bitcoin s'invite à la caisse, porté par une poignée de militants convaincus](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

À Fécamp, l'ex-adjoint au maire écope d'un avertissement pénal après une tentative avortée de recrutement "familial"

Auteur Manuel Sanson

7–9 minutes

Pierre Aubry, candidat déclaré aux prochaines élections municipales à Fécamp et visé par une enquête pénale suite aux révélations du Poulpe, assure avoir été blanchi par la justice. La réalité est quelque peu différente.

Le parquet du Havre a terminé son enquête sur la tentative de recrutement "familial" à la communauté d'agglomération de Fécamp impliquant Pierre Aubry, ex-premier adjoint à la ville, [aujourd'hui candidat déclaré au prochain scrutin municipal de mars 2026](#).

« *L'enquête a été clôturée il y a plusieurs mois et une réponse pénale donnée via un avertissement pénal probatoire* », indique aujourd'hui Soizic Guillaume, procureure de la République du Havre, corrigeant légèrement la version que Pierre Aubry a communiquée à *Paris-Normandie* il y a quelques semaines.

Selon lui, l'enquête avait été « *classée* », laissant entendre qu'il était sorti totalement blanchi de cette affaire. Contacté par *Le Poulpe*, Pierre Aubry n'a pas donné suite.

La procédure avait été ouverte début 2025 du chef de prise illégale d'intérêts à la suite du signalement circonstancié d'un élu local concernant « *une situation de conflit d'intérêts impliquant M. Pierre Aubry, élu de la ville de Fécamp* » .

L'avertissement pénal probatoire est une nouvelle réponse pénale, instaurée par Éric Dupond-Moretti, ex-garde des Sceaux, en remplacement du rappel à la loi. Cette possibilité offerte aux magistrats du parquet est entrée en vigueur le 1er janvier 2023.

Selon le ministère de la justice, « *l'auteur des faits peut bénéficier*

de cette mesure alternative aux poursuites uniquement s'il reconnaît avoir commis l'infraction qu'on lui reproche et s'il n'a pas d'antécédents judiciaires ».

On en retient donc que Pierre Aubry, en dépit de ses dénégations au *Poulpe* [à l'occasion de nos premières révélations](#), a en réalité fait amende honorable devant le parquet du Havre concernant le soupçon d'intervention politique dans le recrutement d'une infirmière au sein de la communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral.

Cette jeune femme se trouve être la belle-fille de Pierre Aubry, 1er adjoint au maire et vice-président à l'agglomération en charge des ressources humaines, accusé d'avoir participé à la commission de sélection.

Face à une discrète mais efficace bronca interne, le président de la communauté d'agglomération avait finalement annulé l'embauche. Ce qui n'avait pas empêché la justice pénale de mettre le nez dans ce dossier nébuleux.

D'après un élu municipal, David Roussel, maire de Fécamp - qui a remplacé en cours de mandat la députée Marie-Agnès Poussier-Winsback (Horizons) - ainsi que Stéphanie Marical, autre élue municipale de la majorité faisant aussi partie du jury de recrutement, auraient été entendus par la police sur la base du signalement précité.

"Conflit d'intérêts manifeste"

« En juin ou juillet dernier, M. Aubry siégeait en tant que vice-président lors d'un jury de recrutement concernant le secteur de la petite enfance. Ce jury examinait notamment la candidature de sa belle-fille », relatait ce document. « Malgré ce conflit d'intérêts manifeste, M. Aubry ne s'est pas retiré de cette instance. Mme Stéphanie Marical, également vice-présidente à l'agglomération en charge de la jeunesse et de la petite enfance, était présente et pourra en témoigner », poursuivait l'alerte.

« Il est à noter que le dossier de candidature a été retenu dans un premier temps. Cependant, la situation a été découverte par M. Laurent Vasset, président de l'agglomération, qui a alors fait annuler le dossier », précise encore le témoin anonyme, affirmant que « par la suite, des pressions ont été exercées par M. Aubry sur M. Stéphane Levieux, directeur du CCAS de Fécamp, dans le but de trouver un poste pour la personne concernée ».

Selon lui, ces faits « *s'inscrivent également dans le comportement globalement problématique de M. Aubry, qui semble régulièrement confondre intérêts privés et intérêts publics* ».

Joint par *Le Poulpe*, Laurent Vasset, président de la communauté d'agglomération de Fécamp, a confirmé la présence de Pierre Aubry, élu depuis deux mandats, lors d'un jury de recrutement pour un poste d'infirmière où il a auditionné sa propre belle-fille. Néanmoins, selon Laurent Vasset, elle n'aurait eu aucune influence puisque, *in fine*, la candidature de la jeune femme n'avait pas été retenue.

Mais Laurent Vasset mentionnait également un second jury de recrutement où, là encore, Pierre Aubry a auditionné sa belle-fille. « *Cette fois, elle aurait pu être recrutée* », convenait le président de Fécamp Caux Littoral. « *J'ai dit non. Je ne peux pas recruter quelqu'un lorsqu'il y a un lien de parenté* », ajoutait l'élu qui dispose du pouvoir de signature, affirmant avoir appris ce lien au cours de la procédure de recrutement.

« *Je suis droit dans mes bottes* », s'était défendu Pierre Aubry auprès du *Poulpe*. L'élu démentait tout népotisme en faveur de sa belle-fille, que ce soit à la communauté d'agglomération, au CCAS de la ville ou à l'hôpital de Fécamp. Il reconnaissait en revanche avoir siégé dans deux jurys de recrutement où se déroulait l'audition de sa belle-fille.

« *J'ai fait une erreur en acceptant de rester dans le jury sur demande des autres participants* », concédait-il.

Sollicité par *Le Poulpe*, le lanceur d'alerte anonyme à l'origine de l'enquête confirme ses écrits évoquant « *des témoignages concordants* ». Selon lui, Pierre Aubry aurait également reconnu auprès de certains élus son intervention dans le recrutement de sa belle-fille.

Une source proche de la communauté d'agglomération expliquait par ailleurs au *Poulpe* que « *les faits dénoncés sont exacts, à savoir que Pierre Aubry est intervenu dans le recrutement de sa belle-fille à la communauté d'agglomération mais également au CCAS* ». « *Il a participé et influé sur le recrutement* », abondait Jacques Louiset, élu d'opposition PCF au conseil municipal.

Les élus PCF de Fécamp avaient écrit au président de la communauté d'agglomération sollicitant la transmission des documents officiels relatifs à cette commission de recrutement. Ce

texte, que *Le Poulpe* avait pu consulter, mentionne « des conditions douteuses qui auraient entouré le recrutement récent d'une personne au service petite enfance de l'agglomération Fécamp Caux littoral », et « des agissements en la matière de votre septième adjoint en charge des ressources humaines ».

« Siégeant ainsi au jury de recrutement du service petite enfance, il y aurait directement et activement participé en restant en septembre dernier d'une part pendant l'entretien de ce candidat, d'autre part en faisant ensuite pression sur ses membres, alors même que la situation manifeste de conflit d'intérêts dans laquelle il se trouvait lui imposait de s'en déporter », développait le courrier.

« De tels procédés jettent l'opprobre sur une institution publique et ne sont pas de nature à restaurer la confiance de ses administrés, qui attendent des réponses à cette situation », cinglait encore la missive.

Alcool, maroquinerie... : 14 pharmaciens rouennais condamnés pour avoir accepté des cadeaux illicites du laboratoire Urgo

Pauline Saint

~3 minutes

Quatorze pharmaciens de Seine-Maritime ont été condamnés, mardi 3 février à Rouen, pour avoir accepté 175 000 euros de cadeaux illicites entre 2015 et 2021. Ils écotent de peines d'amende mais aucun des biens n'a été saisi.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

La défense a plaidé la relaxe ; mais pour la magistrate le "*je ne savais pas*", ne tient pas.

14 pharmaciens ont ainsi été condamnés, mardi 3 février 2026 à Rouen, pour avoir accepté des cadeaux illicites offerts par le [laboratoire Urgo](#).

Selon la justice, ils ont perçu près de 175 000 euros d'avantages entre 2015 et 2021, comme de l'alcool et de la maroquinerie, contrevenant à la loi dite "*anti-cadeaux*".

Le serment du pharmacien, une profession réglementée, "n'est pas prononcé pour faire joli".

Béatrice Pavie, substitut du procureur de Rouen

Ces pharmaciens, issus de 13 officines du territoire rouennais, écotent de peines d'amendes allant de 3 000 à 16 000 euros.

"La loi anti-cadeau a pour objectif d'assurer l'indépendance des professionnels de santé et vise des impératifs d'ordre sanitaire. Elle vise aussi à éviter les pratiques opaques d'octroi d'avantages qui perturbe le marché de la santé", a rappelé Béatrice Pavie, substitut du procureur de Rouen.

Sur cette même période, le laboratoire pharmaceutique Urgo a offert 76 000 cadeaux à plus de 8 500 pharmaciens - soit plus de 40% de la profession - contre le renoncement des officines à appliquer des remises.

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) estime à 55 millions d'euros le montant total des avantages accordés : mobilier de marque, produits électroniques, vélos électriques, bijoux, champagne...

Ce n'est qu'après la condamnation du laboratoire Urgo en janvier 2023 que les bénéficiaires ont été poursuivis. Les pharmaciens normands devront payer une amende mais aucun des cadeaux n'a été saisi.

Gonfreville-l'Orcher. Chute mortelle d'un ouvrier à la raffinerie de Normandie : des amendes requises contre TotalEnergies et Bataille

Le Courrier Cauchois

3–4 minutes

"On lui a volé sa vie, on a brisé pour toujours une famille." Présente dans le tribunal judiciaire du Havre aux côtés de ses quatre enfants, Carole, veuve de Cédric Marchand, a pris la parole au milieu d'une audience de huit heures, très technique. Elle espère des réponses après *"sept ans d'attente"* et le [décès de son mari survenu le 15 février 2019 sur la plateforme Normandie, la raffinerie de TotalEnergies, à Gonfreville-l'Orcher](#). Ce jour-là, cet ouvrier de 39 ans, travaillant depuis 12 ans pour la société Bataille, basée à Port-Jérôme-sur-Seine, intervient en tant que sous-traitant sur une opération de remplissage de cuve avec du sable. Après avoir effectué un nœud sur une corde pour fixer un flexible à la barrière d'un échafaudage, il s'appuie sur cette dernière qui s'est dégoncée, sans savoir qu'elle était amovible. La chute, de huit mètres, lui sera fatale quelques heures plus tard. Dans ce contexte, le groupe pétrolier et Bataille étaient jugés, mardi 3 février, pour *"homicide involontaire par personne morale par la violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence dans le cadre du travail"*.

"Un festival d'irrégularités en matière de sécurité et d'organisation"

Dans cette affaire, différents rapports évoquent, selon les termes rapportés par la présidente du tribunal, *"un risque de chute pas supprimé, une analyse des risques pas complète"* ou encore *"un échafaudage usé"*. L'inspection du travail a constaté en 2022 *"qu'aucun plan de prévention spécifique à cette opération"* n'était prévu. Des manquements ont été relevés, notamment l'absence de système de verrouillage du garde-corps, de harnais, ou encore de

signalisation. *"Le protocole de sécurité était plus que léger"*, résumait la procureure dans ses réquisitions. Yves Houilliez, le représentant de Total présent à l'audience, à l'inverse de celui de Bataille - *"une absence scandaleuse"* pour la veuve de la victime -, a bien tenté de défendre le groupe pétrolier, affirmant qu'il y avait bien *"un protocole de sécurité établi"* et que *"la passerelle n'avait pas de problème d'intégrité"*. Il admettait toutefois que *"la perception du risque n'a pas pu être perçue par Cédric Marchand"*, et qu'après ce tragique accident, *"la prévention [avait] été renforcée"*. Depuis, 27 autres barrières du même type ont été soudées... *"Le problème, c'est qu'on a un festival d'irrégularités en matière de sécurité et d'organisation"*, tonnait Me Elisa Haussetête, avocate de la famille de la victime. Les défenseurs de Total Energies et de Bataille ont plaidé la relaxe. Le premier soulignait que *"toutes les mesures de prévention avaient été prises et que rien ne prévoyait dans ce cadre un plan de prévention spécifique"*. Le second rejetait toute responsabilité de la société sous-traitante. La procureure de la République a requis respectivement 150 000 € et 50 000 € d'amende. Mis en délibéré, le jugement sera rendu jeudi 19 février.

Chauffeur mort écrasé à la centrale nucléaire de Paluel : EDF condamné par le tribunal

Cécile Frangne

4–5 minutes

L'entreprise EDF a été condamnée, mercredi 4 février 2026, pour homicide involontaire dans le cadre du travail après la mort d'un chauffeur routier à la centrale nucléaire de Paluel en 2019.



L'inspection du travail avait pointé divers manquements aux règles de sécurité le jour du drame. - Photo d'archive Boris Maslard



Publié: 4 Février 2026 à 16h09 Temps de lecture: 1 min

Le jugement avait été mis en délibéré suite à l'audience de mercredi 14 janvier 2026 : le tribunal correctionnel de Rouen a prononcé, mercredi 4 février 2026, la condamnation d'EDF pour homicide involontaire dans le cadre de la mort de Joël Gallego, chauffeur routier de 57 ans, écrasé par l'une des caisses qu'il venait de livrer à la centrale nucléaire de [Paluel](#) le 14 mars 2019.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

100 000 euros d'amende

Aire de déchargement peu adaptée, absence du chef de manœuvre au moment des faits, protocole de sécurité inexistant pour les entreprises extérieures... Dans un rapport rendu peu après l'accident, l'inspection du travail avait pointé divers manquements aux règles de sécurité le jour du drame. Trois entreprises – EDF et deux entreprises sous-traitantes, GLD et OMS Energy – étaient poursuivies pour homicide involontaire dans le cadre du travail.

Lors de [l'audience](#), EDF avait contesté toute responsabilité dans la mort du chauffeur routier, expliquant avoir délégué ses obligations de sécurité à une société tierce dans le cadre d'un contrat de prestation signé en 2014. Un argumentaire que n'a pas suivi le tribunal, qui a condamné l'énergéticien français à une amende de 100 000 euros. Les deux autres entreprises sous-traitantes ont, quant à elles, été relaxées.

Lire aussi



[Concert, conte musical voyage musical : on fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)





[Métaux, hydrocarbures, dioxines : l'ancien site Gardet et de Bézenac, à Yvetot est toujours pollué](#)



[Le comité du Téléthon de la côte d'Albâtre atteindra-t-il les 100 000 euros de promesse de dons ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Paluel \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Yvetot](#)





[Concert, conte musical voyage musical : on fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)



[Métaux, hydrocarbures, dioxines : l'ancien site Gardet et de Bézenac, à Yvetot est toujours pollué](#)



[Chauffeur mort écrasé à la centrale nucléaire de Paluel : EDF condamné par le tribunal](#)



[Le comité du Téléthon de la côte d'Albâtre atteindra-t-il les 100 000 euros de promesse de dons ?](#)



[Le festival des amateurs revient à Barentin avec une cinquantaine d'artistes et artisans](#)



[Handball – Nationale 2 : Le SMV et le Stade Valeriquais veulent terminer la saison en beauté](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Procès RN : les réquisitions du parquet contre les élus normands en appel

Paris Normandie avec AFP

5–6 minutes

Le parquet a présenté, mardi 3 février 2026, ses réquisitions dans le procès en appel des assistants parlementaires du RN, ciblant plusieurs élus normands.



Par Paris Normandie avec AFP

Publié: 4 Février 2026 à 11h31 Temps de lecture: 1 min

L'avocat général a présenté, mardi 3 février 2026, ses réquisitions dans le cadre du procès en appel des assistants parlementaires du Rassemblement National, qui demandent globalement une confirmation du jugement de première instance de mars 2025.

La justice reproche à [Marine Le Pen](#), au Rassemblement national (alors appelé Front national) et à dix autres cadres le paiement entre 2004 et 2016 de salariés du parti, qui traversait alors des difficultés financières en raison de mauvais résultats électoraux, avec de l'argent du Parlement européen.

Trois élus normands sont concernés pour des emplois fictifs : Timothée Houssin, député RN de l'Eure, Nicolas Bay, ancien conseiller régional et député européen, et Fernand Le Rachinel, ancien député européen.

Marine Le Pen

La cheffe de file de l'extrême droite a été « l'instigatrice » d'un schéma de détournements de fonds mis en place par son père

Jean-Marie Le Pen, le faisant passer, une fois devenue la véritable patronne du parti, d'« un système à la bonne franquette » à « une professionnalisation ».

Le parquet demande à la cour de prononcer une peine de quatre ans de prison, dont trois ans avec sursis, et l'aménagement de l'année de prison ferme en détention à domicile sous bracelet électronique. En première instance, l'ancienne avocate avait, sur le total de quatre ans, reçu deux ans ferme.

Est également demandée la confirmation de sa condamnation à cinq ans d'inéligibilité, mais sans application immédiate, et à une amende de 100.000 euros.

Le Rassemblement national

En détournant des fonds du Parlement européen, le parti à la flamme « a gravement méconnu les principes de la vie démocratique qui exigent la participation équitable des groupements à la vie politique ». L'accusation demande le maintien de sa peine de deux millions d'euros d'amende, dont un million d'euros avec sursis.

Nicolas Bay

[L'ex-secrétaire général du FN](#) « *n'a jamais exigé de (son assistant parlementaire officiel) Timothée Houssin l'accomplissement de telles tâches, ni n'en a assuré le moindre contrôle* » mais a également « *tenté d'entraver la manifestation de la vérité en produisant de fausses revues de presse* » devant le juge d'instruction.

18 mois avec sursis, 8.000 euros d'amende et trois ans d'inéligibilité ont été demandés.

Timothée Houssin

[L'actuel député RN de l'Eure](#) « *ne pouvait ignorer l'illégalité flagrante du montage auquel il a pris part* » en étant sur le papier l'assistant de Nicolas Bay. Le parquet général demande contre lui six mois avec sursis et un an d'inéligibilité.

Fernand Le Rachinel

L'ex-député européen FN de 83 ans est poursuivi pour deux contrats présumés fictifs durant son mandat (2004-2009) alors

qu'« *aucun lien de subordination* » n'existait entre lui et ses employés officiels. Les avocats généraux préconisent la confirmation de sa condamnation à deux ans de prison avec sursis, 15.000 euros d'amende et trois ans d'inéligibilité.

D'autres cadres concernés

Louis Aliot, maire de Perpignan, risque 18 mois de prison avec sursis, trois ans d'inéligibilité et 8.000 euros d'amende. Bruno Gollnisch, ancien eurodéputé, encourt trois ans de prison avec sursis, 50.000 euros d'amende et trois ans d'inéligibilité.

Wallerand de Saint-Just, ex-trésorier du parti, est accusé d'avoir joué un rôle central dans le transfert illégal de charges et se voit réclamer trois ans de prison dont deux avec sursis, 50.000 euros d'amende et trois ans d'inéligibilité. Julien Odoul risque huit mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité, tandis que Nicolas Crochet, expert-comptable du parti, avec trois ans de prison dont deux avec sursis, 100.000 euros d'amende et quatre ans d'interdiction d'exercer.

Enfin, Catherine Griset et Guillaume L'Huillier, anciens assistants parlementaires très proches du parti, sont respectivement concernés par douze mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité. Ces réquisitions soulignent l'ampleur et la durée du système jugé frauduleux mis en place au sein du Rassemblement National.

Lire aussi



[Procès en appel du RN : « Marine Le Pen reste la cheville ouvrière du parti »](#)





[Abus sexuels, violences, humiliations... À Rouen, ces témoignages qui accablent les écoles lassaliennes](#)



[Chauffeur mort écrasé à la centrale nucléaire de Paluel : EDF condamné par le tribunal](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Municipales 2026 : au Havre, Edouard Philippe présente son programme de continuité - ICI

Amélie Bonté

7-9 minutes

Edouard Philippe, maire sortant du Havre, a présenté son programme ce mercredi soir à la salle des fêtes de Bleville. © Radio France - Amélie Bonté

Publié le jeudi 5 février 2026 à 5:00

Le maire Horizons sortant du Havre, Edouard Philippe, a présenté son programme dans le cadre de sa campagne municipale ce mercredi soir à la salle des fêtes de Bléville au Havre. Il brigue un 3e mandat, qu'il veut inscrire dans la continuité de son action pour transformer la ville.

Après son lancement de campagne la semaine dernière salle François 1er au Havre, c'est à la salle des fêtes du quartier Bléville qu'**Edouard Philippe a présenté son programme** pour les six prochaines années si il est réélu maire lors du scrutin des 15 et 22 mars. Un programme qu'il a présenté pendant deux heures, debout sur scène et dans la salle en faisant défiler sur écran géant la liste des quatre défis qu'il entend relever si prochain mandat il y a. Ce programme se veut **dans la continuité de l'action** qu'il a mené depuis 2010 à la tête de la municipalité.

Les aménagements urbains

Le maire sortant entend poursuivre la transformation de la ville en continuant de **réaménager une place de quartier par an**, ce qu'il avait déjà commencé à faire pendant son mandat actuel mais il souhaite également poursuivre la lutte contre l'habitat indigne. De même, **la rénovation de quartiers** se poursuivra si le maire est réélu, avec le réaménagement du **quartier Sainte-Marie / Massillon, puis des Magasins Généraux et celui du stade Deschaseaux**.

Un plan trottoir est également prévu afin d'encourager la marche à pied et la **baisse des tarifs des abonnements de stationnement**. Autre point d'urbanisme : aménager davantage l'espace public pour **faciliter les sorties des aînés** (banc, toilettes publiques, quai de bus). Enfin, le maire-candidat compte **planter 20 000 arbres supplémentaires** et rénover le skate parc de la plage et en créer un nouveau dans le quartier des Magasins Généraux.

Pour les enfants et les familles

- rénover les gymnases et les stades
- **étendre la gratuité du transport scolaire à tous les lieux culturels**, création d'un abonnement famille et la gratuité jusqu'à 6 ans
- **ne pas augmenter les tarifs de cantine**
- ouverture plus tôt ou plus tard des crèches pour les travailleurs à horaire atypiques
- augmenter le nombre d'ATSEM dans les classes de moyennes et grandes sections de maternelles
- **un plan massif de soutien scolaire en primaire**
- **augmenter les places en centres de loisirs**
- créer une offre de loisirs pour les collégiens 6e et 5e
- création d'une nouvelle école dans le quartier de l'Eure
- création d'une école de l'image
- rénovation de l'école Paul Bert avec **la création d'un Institut Médico-Educatif**

La santé

Après avoir créé une maison des aidants en ville haute, c'est **une autre maison des aidants** qui est prévu en ville basse. Afin de favoriser **l'installation de jeunes médecins au Havre**, Edouard Philippe **veut créer une pépinière de médecins généralistes juniors** et une offre de logement peu coûteuse pour leur année de stage. Pour dégager du temps aux médecins, le maire veut contribuer au financement **d'assistants médicaux** et mettre en place **un grand plan de prévention** qui regroupera tous les acteurs de la santé afin de favoriser un meilleur état de santé de la population en mettant l'accent sur plusieurs domaines :

alimentation, activité physique, vaccination.

L'écologie et le développement durable

- accompagner la décarbonation des activités industrielles et portuaires
- nettoyage de **la décharge de Dollemard**
- renforcer l'offre de vélos en location et étendre le réseau cyclable sécurisé
- poursuivre le déploiement de bornes de recharge électrique
- réutilisation des eaux usées traitées pour les usages industriels
- **végétaliser 18 cours d'école**
- planter **20 000 arbres supplémentaires**

L'économie

En matière de pouvoir d'achat, il est prévu de **ne pas augmenter les taux de la taxe foncière**. Pour les commerçants, un accompagnement financier pour leurs associations est envisagé afin de faciliter leur développement. Côté portuaire, le maire sortant entend poursuivre **l'accompagnement des investissements pour que le port** devienne toujours plus attractif en fixant un objectif à 5 millions de conteneurs d'ici 2030, ce qui créerait 10 000 emplois. Sans oublier une meilleure desserte en transports en commun pour tous ces travailleurs de la zone industrialo-portuaire. De plus, **l'offre de formation sera renforcée** notamment dans le domaine de l'industrie, de l'ingénierie et du digital. Enfin, il est envisagé de faire du Havre un territoire d'excellence dans le secteur du drone.

Le tourisme et la culture

Renforcer l'attractivité et changer l'image du Havre pour servir le développement économique reste une priorité avec la poursuite du développement du tourisme, notamment en réaménageant la pointe de Floride qui accueille les paquebots de croisières. **Côté culture, une deuxième scène du Volcan sera installée à la Mare Rouge**. Enfin en lieu et place du Port Center, actuellement en cours de démolition, le centre d'exposition Antoine Rufenacht développera des collaborations avec le musée parisien Guimet.

La sécurité

- création d'un 2e poste de police municipale quartier Mont Gaillard
- recruter plus de policiers municipaux
- 400 caméras de vidéosurveillance en plus
- développement de la vidéo verbalisation

La semaine prochaine, **Edouard Philippe présentera** à la salle Franklin lors d'une nouvelle réunion publique, **les personnes qui composeront sa liste.**

- [Élections municipales](#)
- [Mairie – Municipalité](#)
- [Édouard Philippe](#)

Les élections municipales chez vous



VOTRE AVIS - En vue des élections municipales de mars 2026, ICI lance un grand cycle de consultations et propose tous les mois un questionnaire thématique afin de comprendre les attentes et les rapports des citoyens avec leurs maires, leurs communes.

La grande consultation citoyenne : élections municipales 2026

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Édouard Philippe, le maire sortant du Havre a lancé officiellement sa campagne mercredi soir au Havre. L'ancien Premier Ministre brigue un troisième mandat aux élections municipales des 15 et 22 mars.

Le 29/01/2026 à 06:00

- Au Havre, la gauche est presque entièrement réunie en vue des élections municipales de mars 2026. Le Nouveau Front Populaire Havrais rassemble sept partis de gauche et commence à proposer son programme lors de rencontre aux Havrais. La tête de liste devrait être connu en début d'année prochaine.

Le 13/11/2025 à 19:00

- Pour la 3ème édition de la Grande dictée de la Transat ce lundi 13 octobre 2025, 600 élèves ont participé en simultané depuis l'agglomération du Havre et depuis la Martinique.

Le 13/10/2025 à 18:16

- Le député communiste de Seine-Maritime, Jean-Paul Lecoq, candidat de la gauche, a lancé sa campagne pour les élections municipales de mars prochain, ce jeudi soir au Havre.

Le 16/01/2026 à 05:00

Autour de chez vous

Passer la section

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Municipales 2026. Olivier Bureaux entre continuité et développement local, à Longueville-sur-Scie

Sylvie Macquet

5-7 minutes

Olivier Bureaux, maire de Longueville-sur-Scie, près de Dieppe, rempile pour un troisième mandat. Il entend continuer les projets lancés comme la réhabilitation de la friche industrielle Lactalis.



Par Sylvie Macquet

Publié: 4 Février 2026 à 17h59 Temps de lecture: 1 min

Après deux mandats à la tête de Longueville-sur-Scie, Olivier Bureaux entend poursuivre le travail engagé. Le maire de la commune, également président de la communauté de communes Terroir de Caux, a annoncé sa candidature pour un 3e mandat, avec en ligne de mire plusieurs dossiers structurants. Au premier rang d'entre eux figure [la réhabilitation de la friche Lactalis](#), un projet suivi de longue date, freiné ces derniers mois par des contraintes environnementales mais aujourd'hui relancé.

Réhabilitation de la friche Lactalis

Suivi par la municipalité depuis près de dix ans, le projet de réhabilitation de la friche Lactalis constitue le dossier emblématique du mandat à venir. Situé en grande partie sur la commune voisine de Saint-Crespin, le site a été retardé par [la présence d'une chouette effraie, espèce protégée](#), entraînant un retard d'environ un an et demi. « *Ce frein environnemental devrait être résolu prochainement* », résume le maire, qui assure que le dossier

continue d'avancer en lien avec les partenaires concernés. Le projet prévoit la création de 65 logements sur une superficie de 3 hectares et demi, en partenariat avec le bailleur social 3F Normanvie : 42 logements collectifs, 15 pavillons de type T3 et T4 ainsi que 8 logements en location-accession à la propriété. La démolition de l'ancien site industriel pourrait intervenir dès le mois de mars prochain. *« L'enjeu dépasse l'aménagement du site, assure l'édile. Il s'agit de permettre à la commune de gagner des habitants et de maintenir les commerces et l'école. »*

Rénovation de la route Newton – Longville

Autre priorité affichée : la rénovation de la route Newton – Longville, avec la mise en place de réseaux d'assainissement séparatifs. Si ce dossier n'aboutit pas, la municipalité envisage néanmoins, sur un plan pluriannuel, de poursuivre l'aménagement des trottoirs jusqu'à l'hypermarché, avec un accès sécurisé et adapté aux personnes à mobilité réduite depuis la rue Newton. *« Ce sont des améliorations du quotidien qui comptent beaucoup pour les habitants »*, souligne le maire. Pour porter ces projets, Olivier Bureaux pourra s'appuyer sur une équipe municipale en partie renouvelée. Quatre élus ont fait le choix de ne pas se représenter pour des raisons de mobilité professionnelle, tandis que 4 autres ont rejoint la liste, sans remettre en cause la parité existante. La situation financière de la commune est par ailleurs jugée saine par la municipalité.

Un enfant du village

Enfant du village, Olivier Bureaux dit garder une motivation intacte malgré certaines difficultés rencontrées au fil des dossiers. Il estime que ses deux premiers mandats ont apporté une stabilité, renforcée par l'expérience acquise et par le travail d'un secrétariat et d'agents communaux *« qui donnent entière satisfaction »*. *« Ma candidature s'inscrit dans un parcours d'élus local, marqué par un attachement de profond à la commune »*, résume le candidat.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[La Ville du Tréport pleure Jean-Jacques Louvel, adjoint au maire](#)



[Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large](#)



[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Longueville-sur-Scie \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[À Dieppe, décès d'Andréa Raillot, une figure emblématique du quartier du Pollet](#)

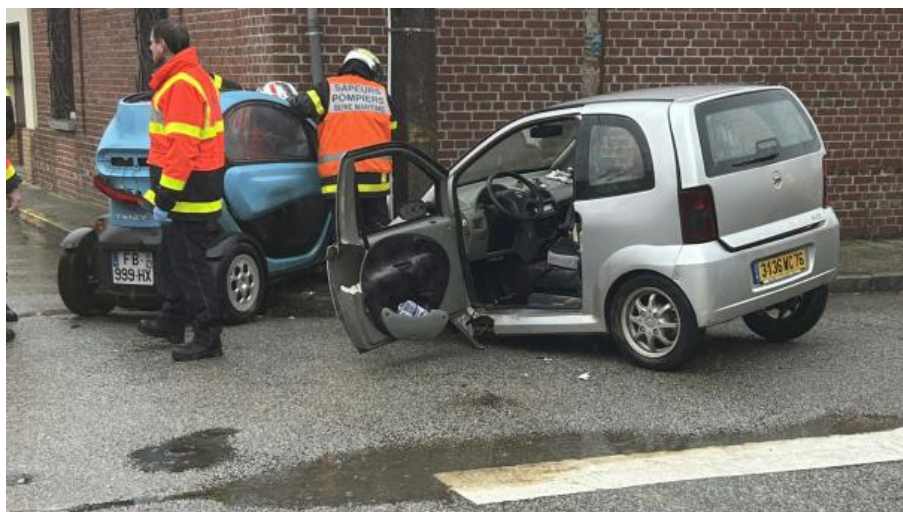


[Municipales 2026. Une liste « à 50 % renouvelée » pour le maire sortant Nicolas Langlois à Dieppe](#)





[Près de Dieppe, secrétaire de mairie depuis plus de quatre décennies, Annie Dupont tourne la page](#)



[Choc entre voiturettes près de Dieppe : les circonstances du grave accident se précisent](#)



[Près de Dieppe, un bâtiment accolé à une maison est ravagé par les flammes](#)





[Municipales 2026. Olivier Bureaux entre continuité et développement local, à Longueville-sur-Scie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Une liste « à 50 % renouvelée » pour le maire sortant Nicolas Langlois à Dieppe

Anne-Sophie Groué-Ruauzel

5-7 minutes

Le maire sortant Nicolas Langlois a présenté ses 34 colistiers mardi 3 février. Certains élus quittent la vie municipale après plusieurs mandats, quand d'autres font leur entrée dans l'engagement politique.



Par Anne-Sophie Groué-Ruauzel

Publié: 5 Février 2026 à 08h02 Temps de lecture: 2 min

Qui part ? Qui reste ? Qui arrive ? Le maire sortant de Dieppe, [Nicolas Langlois \(PCF\), a présenté sa liste pour les prochaines municipales des 15 et 22 mars](#), mardi soir salle Éluard. L'occasion de s'aviser que plusieurs ténors quittent la vie municipale, et que pas mal de nouveaux, dont certains très présents dans la campagne, font leur entrée dans l'équipe.

Le premier à « *faire le choix de ne pas se représenter* » est François Garraud, actuel premier adjoint : « *A 67 ans il est temps de raccrocher les gants (...). On ne gagne pas une élection sur un bilan, mais le nôtre est excellent.* » Il a évoqué le « *bilan invisible : pas ou peu de délinquance, pas ou peu d'insécurité, pas ou peu de laissés-pour-compte absolus* », face à « *une liste de droite menée par une opposition qui n'en a que le nom puisqu'elle vote nos budgets* » et un RN « *qui surfe sur des tendances nationales lourdes* ». Après ce propos liminaire, l' élu a donné la parole à quatre salariés ou groupes de salariés : un représentant CFDT de

DFDS, les ex-Leader Price sur le point de rouvrir sous l'enseigne de Leclerc à Janval, un représentant CGT d'Alpine et une membre de la Scopem. Tous ont expliqué comment Nicolas Langlois et Sébastien Jumel, ex-maire, ex-député et actuel président de l'Agglo, les avaient accompagnés et soutenus dans leurs combats.

La « valeur travail »

Après quoi Nicolas Langlois a pris la parole pour justifier la volonté *« de parler de la valeur travail en donnant le micro à ceux qui font tourner l'économie. Jamais on ne lâchera le travail, on sait les dégâts causés par le chômage »*. Puis il a rendu hommage aux élus qui ne sont pas candidats mais *« laisseront leur trace personnelle »* dans la ville : Emmanuelle Caru-Charreton (affaires scolaires), Joël Ménard (sécurité), Patrick Carel (finances), Dominique Patrix (affaires maritimes), Annette Roussel (environnement), Véronique Sénécal (culture), Sandrine Baudouin-Pagnier, Brigitte Hamonic, Jean-Marc Lacire, Nathalie Parésy, Jean-Henry Dufils... et François Garraud.

Des citoyens engagés

« La liste renouvelée à 50 %, c'est très important pour moi, est le symbole que tous les habitants peuvent se partager le pouvoir et les responsabilités, en s'appuyant sur l'expérience d'autres colistiers. » On retrouve ainsi Sébastien Jumel, Sarah Khedimallah, François Lefebvre, Florent Bussy, Frédéric Weisz, Luc Desmarest, Laetitia Legrand, Patricia Ridet, Jacky Guérain, Marie-Luce Buiche, Anne Carret, Pauline Legris, Aurélien Canu, Mickaël Pajot – pour certains membres ou proches du PCF. Côté nouvelles têtes, la présidente de l'association AESH 76 Lysiane Claire, le dentiste retraité et président du Cada Erik Schando, la membre de Dieppe & co à vélo Flore Berlingen, la prof de musique Marie Herbelin, la commerçante du quai Trudaine Justine Macrez, le président de la SNSM Philippe Brouard, le commerçant Frédéric Le Berre, et la benjamine de l'équipe, Elodie Voisin, 25 ans, sont montés sur scène un à un pour rejoindre le maire candidat.

À venir pour cette équipe : des réunions publiques dans les quartiers du 19 février au 2 mars, et une présentation du programme à la presse le 17 février.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[La Ville du Tréport pleure Jean-Jacques Louvel, adjoint au maire](#)



[Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large](#)



[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Dieppe](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



[À Dieppe, décès d'Andréa Raillot, une figure emblématique du quartier du Pollet](#)

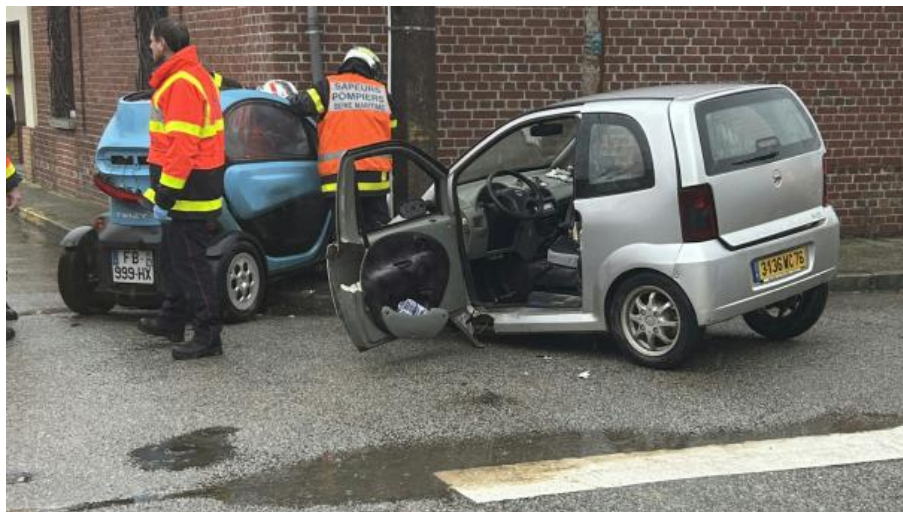


[Municipales 2026. Une liste « à 50 % renouvelée » pour le maire sortant Nicolas Langlois à Dieppe](#)





[Près de Dieppe, secrétaire de mairie depuis plus de quatre décennies, Annie Dupont tourne la page](#)



[Choc entre voiturettes près de Dieppe : les circonstances du grave accident se précisent](#)



[Près de Dieppe, un bâtiment accolé à une maison est ravagé par les flammes](#)





[Municipales 2026. Olivier Bureaux entre continuité et développement local, à Longueville-sur-Scie](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. À Gerponville, une nouvelle équipe se prépare après le départ de la maire

Paris Normandie

4-5 minutes

Après vingt-cinq ans de mandat, la maire de Gerponville, Marie-José Larcher-Dujardin, a annoncé son départ. Afin que le fauteuil ne reste pas vide, quatre habitants veulent rassembler autour d'une liste sans étiquette pour les municipales de mars 2026.



Charles Houssaye, Ludovic Hinfray et Jeanne Houssaye-Diridollou et Laurent Houssaye ont commencé à établir un programme pour Gerponville. - Paris Normandie



Publié: 5 Février 2026 à 07h35 Temps de lecture: 1 min

« *Place aux jeunes* », avait lancé Marie-José Larcher-Dujardin, [maire de Gerponville](#) depuis vingt-cinq ans, lors de la cérémonie des vœux de janvier 2026, annonçant son intention de ne pas se

représenter aux prochaines municipales. Dans le village de 400 habitants, près de Fécamp, 4 personnes souhaitent préparer une liste pour les élections de mars 2026 : Charles et Laurent Houssaye, Ludovic Hinfray et Jeanne Houssaye-Diridollou.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Défendre la ruralité

Trois axes principaux au programme. Développer et soutenir l'offre culturelle et associative : le club de boules cachoises, celui de foot et le grand prix cycliste. En deuxième, faciliter l'accès aux nouvelles technologies avec la mise en place d'une cellule dédiée à la maîtrise des outils informatiques. Enfin, préserver et améliorer le cadre de vie. « *Nous défendrons la ruralité. À ce titre, nous refuserons le projet du parc éolien à l'étude sur Gerponville* », déclare Charles Houssaye, pour cette liste sans étiquette.

Lire aussi



[Un film en avant-première à Fécamp avec A Por'T de Mains, pour mieux parler les troubles psychiques](#)





[Près de Fécamp. Tensions et bataille judiciaire autour de la maison de l'ancien maire](#)



[À Fécamp : la MJC perd son président Jean-Jacques Deviosse, défenseur de l'éducation populaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Fécamp \(Seine-Maritime\)](#) [Gerponville \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Fécamp](#)



[Un film en avant-première à Fécamp avec A Por'T de Mains, pour mieux parler les troubles psychiques](#)



[Municipales 2026. À Gerponville, une nouvelle équipe se prépare après le départ de la maire](#)



[Près de Fécamp. Tensions et bataille judiciaire autour de la maison de l'ancien maire](#)



[À Fécamp : la MJC perd son président Jean-Jacques Deviosse, défenseur de l'éducation populaire](#)



[Près de Fécamp, pourquoi l'hélicoptère Dragon 76 s'est posé sur une départementale ?](#)



[Santé, mobilité douce, centres-bourgs : Région et Département en appuis financiers à l'Agglo de Fécamp](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. Bruno Nottias candidat à sa propre succession à Compainville

Christine Dhenain (correspondante)

5-6 minutes

Élu depuis 2001 et maire depuis 2016, Bruno Nottias brigue un nouveau mandat à Compainville aux élections municipales de mars 2026, avec une liste renouvelée.



Par Christine Dhenain (correspondante)

Publié: 5 Février 2026 à 07h20 Temps de lecture: 1 min

La décision est prise et mûrement réfléchie : Bruno Nottias sera candidat à sa propre succession à Compainville. Ce qui le motive est avant tout, c'est d'« être le porte-parole des citoyens, nous sommes la liaison entre les habitants et les grandes instances. C'est le rôle du maire. Défendre notre commune et la ruralité sur des sujets importants pour le quotidien. Mon souhait est que les habitants vivent en harmonie à la campagne. »





Bruno Nottias présentera une liste renouvelée à Compainville pour les élections municipales. - Photo Paris Normandie

Cet artisan de 65 ans à la retraite est entré au conseil municipal en 2001 et a été élu maire en 2016, avec une priorité à cette époque : *« Il fallait absolument retrouver un équilibre financier, la situation était délicate. Ensuite, avec un peu plus de sérénité, nous avons envisagé une marge pour investir dans le raisonnable. Aujourd'hui, voir le village évoluer me conforte à poursuivre mon engagement. »*

Terminer le dossier de la sécurité incendie

Durant ce dernier mandat, l'obligation de la sécurité incendie a avancé dossier par dossier. *« Nous le faisons progressivement sans avoir à emprunter et mettre la commune en difficulté. L'objectif du prochain mandat sera de terminer ce volet. Avec l'avancement de la sécurité incendie, se dégagent des perspectives de terrain à construire. C'est important d'autant que nous avons une classe qu'il faut absolument garder. »*

C'est avec une liste renouvelée en grande partie que Bruno Nottias se lance en campagne. Quatre candidats sortants poursuivent avec lui et six nouveaux visages le rejoignent : *« Des femmes, des jeunes, des métiers différents, chacun avec ses connaissances à un rôle pour la commune. L'esprit sera l'échange des idées, il y aura plus de commissions, chacun interviendra. Le but est de travailler en harmonie. »* C'est dans la concertation que les projets se dessinent, *« tout en gardant à l'esprit la maîtrise du budget »*. Parmi les grandes lignes du programme : la rénovation des logements appartenant à la commune en vue de faire de la location, l'amélioration du centre, drainage, sécurité, place de parking, réhabilitation d'une mare... *« Nous souhaitons aussi que les habitants apportent leurs idées. »*

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi





[Conférence, ateliers, tatouage au programme du salon de l'artisanat et du bien-être à Bosc-le-Hard](#)



[Nos idées de sorties pour le week-end du 30 janvier au 1er février 2026 à Dieppe et dans le pays de Bray](#)



[Interpellée avec 2,28 g d'alcool dans le sang à Dieppe](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales](#)

Contenus sponsorisés

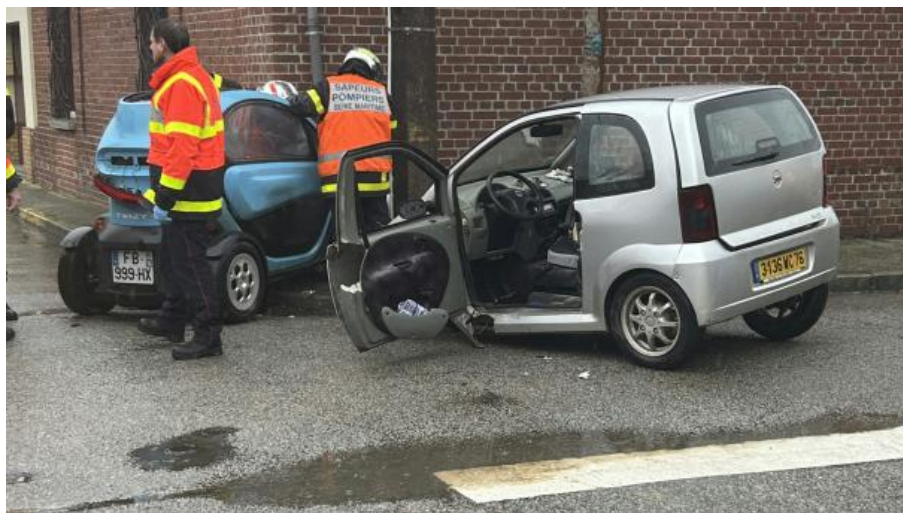
Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Neufchâtel-en-Bray](#)



[Municipales 2026. Bruno Nottias candidat à sa propre succession à Compainville](#)



[Choc entre voiturettes près de Dieppe : les circonstances du grave accident se précisent](#)





[Près de Dieppe, un bâtiment accolé à une maison est ravagé par les flammes](#)



[Conférence, ateliers, tatouage au programme du salon de l'artisanat et du bien-être à Bosc-le-Hard](#)



[Pays de Bray, un pavillon en feu à l'arrivée des pompiers à Esclavelles](#)





[En Seine-Maritime, comment les entrepreneurs peuvent aider collégiens et lycéens à trouver un stage d'observation ?](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Yvetot. Une nouvelle énergie avec David Lefebvre

Le Courrier Cauchois

3—4 minutes

David Lefebvre, candidat de la liste Une nouvelle énergie pour Yvetot a dévoilé la composition de celle-ci. Avec une moyenne d'âge de 53 ans, les candidats sont tous d'Yvetot et visent un objectif : donner une nouvelle énergie à Yvetot : une mission exigeante, nécessaire et indispensable pour que *"Yvetot retrouve toute sa place de ville forte, déterminante dans l'avenir du territoire"*.

"La liste, sans étiquette, est composée d'Yvetotais qui ont tous les mêmes envies, les mêmes attentes. Elle se veut représentative des habitants"

"Construire une ville plus sûre, plus propre, plus dynamique et plus humaine"

Les grands sujets sur lesquels l'équipe se concentre sont le centre-ville, le stationnement, le soutien aux commerçants ou encore aux associations. *"Attention toutefois, on ne peut pas faire de fausses promesses, il faudra prioriser"*, assure le responsable de quart chez TotalEnergies qui annonce qu'il mettra un terme à sa carrière professionnelle s'il est élu, pour se consacrer pleinement à la mission qui lui sera confiée. Une promesse est faite, toutefois. Celle de remettre en place le repas de fin d'année des anciens, ou pourquoi pas même un spectacle. *"L'intergénération, le lien social sont une priorité"*.

"La liste, sans étiquette, est composée d'Yvetotais qui ont tous les mêmes envies, les mêmes attentes. Elle se veut représentative des habitants"

Le programme sera dévoilé plus tard, David Lefebvre insiste tout de même sur six points essentiels : la sécurité et le cadre de vie, la

propreté et l'environnement, l'attractivité et la redynamisation du centre-ville, préparer l'avenir et avoir de l'ambition, soutenir le tissu associatif et renforcer le lien social et la convivialité.

Composition de la liste

David Lefebvre, 53 ans, responsable de quart chez TotalEnergies ; Delphine Loisy, 55 ans, infirmière ; Laurent Bénard, 61 ans, professeur ; Claire Martinez, 50 ans, chargée de communication et de concertation ; Alexis Duclos, 51 ans, responsable clientèle ; Nathalie Hommet, 54 ans, secrétaire générale de mairie ; Nicolas Clément, 51 ans, cheminot ; Angélique Varlet, 52 ans, cadre ; Philippe Boimare, 66 ans, cadre ; Nadja Hérarval, 58 ans, agent de service hospitalier ; Joël Doucet, 66 ans, retraité ; Virginie Leseigneur, 44 ans, assistante maternelle ; Frédéric Lemonnier, 54 ans, chargé de gestion locative ; Céline Lefebvre, 52 ans, secrétaire médicale ; Ludovic Goulay, 49 ans, chaudronnier soudeur ; Delphine Clément, 47 ans, employée de commerce ; Philippe Décultot, 77 ans, retraité ; Martine Leclerc, 64 ans, retraitée ; Donovan Hédou, 25 ans, opérateur extérieur pétrochimie ; Béatrice Burette, 65 ans, retraitée ; Jean-Pierre Maurisse, 75 ans, retraité ; Annabelle Laugeois, 52 ans, conseillère de vente ; Christophe Gueunet, 60 ans, directeur de site ; Catherine Dumont, 61 ans, sans profession ; Théo Maréchal, 21 ans, employé commercial ; Nathalie Resse-Bonte, 60 ans, professeure des écoles ; Eric Level, 52 ans, superviseur de travaux ; Claudine Marye, 74 ans, retraitée ; Stéphane Boquet, 53 ans, gérant de société - restaurants ; Sabrina Piednoël, 46 ans, conseillère en immobilier ; Hugo Delaporte, 22 ans, chargé d'affaires en électricité ; Marie Carpentier, 22 ans, employée de commerce ; Benjamin Boulan, 25 ans, étudiant.

Elections municipales les 15 et 22 mars 2026.

« Le travail n'est pas terminé » : le maire sortant Christophe Tétrel candidat à La Frénaye

Coline Poiret-Mellier

5-7 minutes

À la tête de La Frénaye depuis 2020, le maire sortant Christophe Tétrel a annoncé sa candidature pour un second mandat. Avec une équipe partiellement renouvelée, il veut inscrire son action dans la durée.



À la tête de La Frénaye depuis 2020, le maire sortant Christophe Tétrel a annoncé sa candidature pour un second mandat. - Photo Coline Poiret-Mellier

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 4 Février 2026 à 16h03 Temps de lecture: 1 min

« J'ai encore beaucoup de choses à faire pour la commune. »

Christophe Tétrel, maire sortant de La Frénaye, il briguera en mars

2026 un second mandat à la tête de la commune.

L'élus connaît bien le village. Entré au conseil municipal à 23 ans, en 1983, il a exercé plusieurs fonctions d'adjoint avant d'être élu maire en 2020. Un mandat marqué, selon lui, par un contexte contraint et des décisions difficiles. *« Ces six années ont été compliquées.*

Nous avons dû nous battre pour éviter une mise sous tutelle de la Chambre régionale des comptes et rester maîtres de notre destin.

»

Un redressement financier revendiqué

Christophe Tétrel l'affirme : le travail de fond engagé a porté ses fruits. *« Nous avons réalisé près de 80 % des projets annoncés en 2020. La réorganisation menée nous permet aujourd'hui de dégager des marges de manœuvre. »* Un résultat qu'il attribue à l'implication de son équipe : *« Les élus se sont mobilisés et ont pris des décisions qui n'étaient pas toujours simples. »*



Pour 2026, le maire sortant vient de présenter une liste composée de 13 élus sortants et de 8 nouveaux colistiers, soit 19 candidats et deux remplaçants, avec une moyenne d'âge de 56 ans. - DR

Pour 2026, le maire sortant vient de présenter une liste composée de 13 élus sortants et de huit nouveaux colistiers, soit 19 candidats et deux remplaçants, avec une moyenne d'âge de 56 ans. *« Nous sommes apolitiques, sans soutien partisan et dans le même état d'esprit qu'en 2020 »,* précise-t-il.

Écoles, logements et centre-bourg au cœur des priorités

Désormais, l'heure est aux investissements. *« Maintenant que la commune a financièrement sorti la tête de l'eau, nous allons pouvoir nous projeter. »* Parmi les sujets qui préoccupent le maire : l'avenir des écoles. *« Aujourd'hui, 20 % des élèves viennent de*

l'extérieur de la commune. Nous attendons un rapport de l'Académie, mais nous sommes inquiets dans un contexte de baisse de la natalité et de vieillissement de la population. »

Maintenant que la commune a financièrement sorti la tête de l'eau, nous allons pouvoir nous projeter.

Christophe Tétrel, Candidat aux municipales à La Frénaye

Le développement de l'habitat figure aussi parmi les dossiers en cours. *« Deux résidences restent à construire. Je me représente parce que je veux voir ces projets aboutir. »* Un projet d'aménagement du centre-bourg, autour de l'église, est également à l'étude.

Conscient d'un contexte national incertain, Christophe Tétrel se veut néanmoins déterminé : *« Le prochain mandat sera sans doute plus dur, mais notre équipe est motivée. L'avenir des services et des commerces du village dépend de son développement. »*

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Concert, conte musical voyage musical : on fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?](#)





[Après un accident mortel près de Gruchet-le-Valasse, la famille d'une victime lance un appel à témoins](#)



[Métaux, hydrocarbures, dioxines : l'ancien site Gardet et de Bézenac, à Yvetot est toujours pollué](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales La Frénaye \(Seine-Maritime\) pays de Caux](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Lillebonne](#)





« Le travail n'est pas terminé » : le maire sortant Christophe Tétrel candidat à La Frénaye



Concert, conte musical voyage musical : on fait quoi ce week-end dans le pays de Caux ?



Après un accident mortel près de Gruchet-le-Valasse, la famille d'une victime lance un appel à témoins





[Métaux, hydrocarbures, dioxines : l'ancien site Gardet et de Bézenac, à Yvetot est toujours pollué](#)



[« Ça fait un petit peu mal au ventre » : François Bouteiller va quitter la mairie de Criquetot-sur-Ouville](#)



[À Yvetot, elles transforment une cour en un institut de beauté](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Municipales 2026. À Gonfreville-l'Orcher, le maire Alban Bruneau se présente pour « réaffirmer son engagement »

Romain Huynh

6–7 minutes

Alban Bruneau, maire de Gonfreville-l'Orcher, lance la campagne pour sa réélection, avec à ses côtés une liste composée de membres actuels de sa majorité et de nouveaux candidats. Le point sur la liste et son programme pour les six prochaines années.



La liste « Une ville pour tous » est constituée, pour les deux tiers, de membres actuels de la majorité municipale. - Romain Huynh/ Paris Normandie

[Consultez l'actualité en vidéo](#)



Publié: 4 Février 2026 à 13h15 Temps de lecture: 2 min

C'est le début de la campagne de terrain, mais nous avons déjà réalisé beaucoup de travail », annonce Alban Bruneau. Le maire communiste de Gonfreville-l'Orcher, qui a pris en 2017 la suite de

Jean-Paul Lecoq avant d'être élu en 2020, présente sa candidature pour [le scrutin de mars 2026](#).

De son mandat 2020-2026, l'élu présente un bilan marqué par « *plusieurs crises : la crise sanitaire dès 2020, bien sûr, puis des crises sociales, la flambée des prix de l'énergie... malgré tout, on a réalisé 80 % des engagements que nous avons pris en 2020. Nous voulons réaffirmer notre engagement dans les politiques publiques menées actuellement par la mairie* », défend-il. C'est une candidature de continuité que présentent Alban Bruneau et son équipe, constituée de 21 candidats issus de l'actuelle équipe municipale, et de dix nouveaux candidats. Sur le plan des affiliations politiques, 21 d'entre eux viennent du Parti communiste français, cinq du Parti socialiste et cinq sont sans étiquette, partageant tout de même d'avoir « *le cœur à gauche* », selon Alban Bruneau. À noter, Marc Guérin, actuel premier adjoint au maire, ne fait pas partie de la liste, mais en préside le comité de soutien. Valérie Beaudouin, actuelle adjointe en charge du logement et de l'accessibilité, figure quant à elle à la deuxième place.

Requalification à Mayville

Tout autant que la liste, nommée « Une ville pour tous », le programme se veut dans la continuité de ce qui a été effectué précédemment. Les mesures phares mises en avant par Alban Bruneau et son équipe sont plusieurs programmes de rénovation et de construction, la reconstruction du centre de loisirs René-Cance et la mise en place d'une mutuelle communale.

Sur le plan de l'urbanisme, l'actuel maire entend mener à bien un projet d'habitat social et d'accession à la propriété sur le plateau, derrière la piscine. Plusieurs projets sont également engagés avec des bailleurs sociaux, comme la construction d'une [résidence autonomie portée par Alcéane et le CCAS](#), la requalification de l'habitat dans le secteur Marcel Cachin à Mayville, avec Habitat 76, et un programme d'accession à la propriété à Turgauville.

Budget : « Les services ont agi pour limiter les dépenses de fonctionnement. »

Alban Bruneau, Maire et candidat à l'élection municipale

Concernant la tranquillité publique, l'actuelle majorité maintient son souhait de ne pas créer d'effectifs de police municipale, mais prévoit, dans la perspective d'un nouveau mandat, la mise à jour du système de vidéoprotection qui, « *pour l'essentiel, prévient le*

vandalisme sur les bâtiments publics ».

Des projets abandonnés pour maintenir « des finances saines »

Sur le plan budgétaire, Alban Bruneau met en avant la « *défense des Gonfrevillais face à une inflation à deux chiffres, notamment avec le tarif des cantines scolaires. Nous maintenons une évolution de 2 % par an, pas plus* », soutient-il. Pour ce faire, et face à des dotations d'État en baisse, « *les services ont agi pour limiter les dépenses de fonctionnement*, affirme le maire sortant. *Nous avons également vendu plusieurs logements, et renoncé à certains projets. D'autres, comme la résidence autonomie, seront portés par des bailleurs et non, entièrement, par la municipalité. Ce qui fait que les finances de la ville sont saines.* »

Quatre réunions publiques seront organisées par la liste « Une ville pour tous », entre le 17 février et le 11 mars 2026.

NEWSLETTER MUNICIPALES Recevez gratuitement les dernières actualités des Municipales [en cliquant ici](#) Lire aussi

[Handball – Ligue Butagaz Énergie : pas de miracle pour le HAC, logiquement battu à Brest](#)

[Pour quelles raisons le patron de Renault est-il venu à Sandouville mercredi 4 février 2026 ?](#)

[Un corps repêché bassin Bellot, un hélico se pose sur la départementale. Le point actu à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Élections municipales Gonfreville-l'Orcher \(Seine-Maritime\)](#)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Croisières au Havre : « 30 millions d'euros dépensés alors que des quartiers sont abandonnés »](#)



[Croisière au Havre : développement durable ou contradiction écologique en plein centre-ville ?](#)



[Pôle croisière du Havre, la directrice défend la dimension écoresponsable du projet](#)

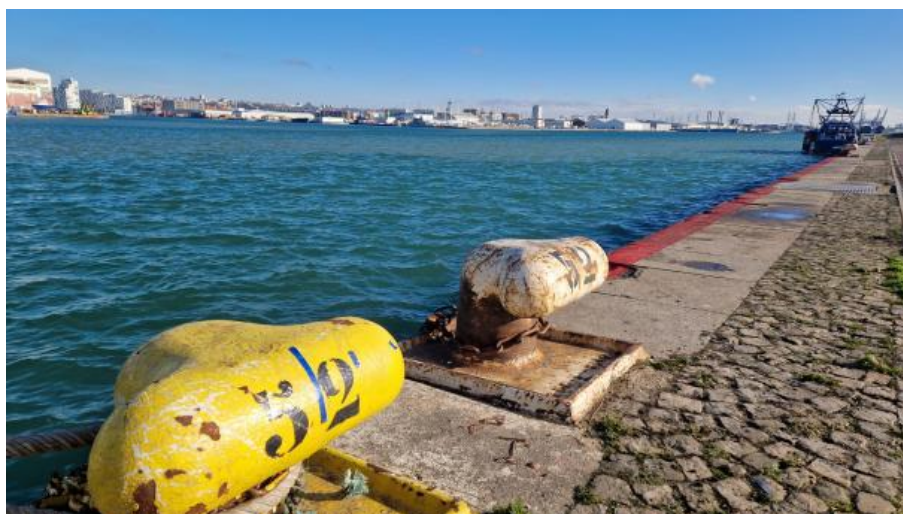




[Handball – Ligue Butagaz Énergie : pas de miracle pour le HAC, logiquement battu à Brest](#)



[Pour quelles raisons le patron de Renault est-il venu à Sandouville mercredi 4 février 2026 ?](#)



[Un corps repêché bassin Bellot, un hélico se pose sur la départementale. Le point actu à 20 h](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Pavilly. Des radiologues s'installent dans la commune

Julie Hervieux

3-4 minutes

C'est un projet qui a demandé beaucoup de temps. Le cabinet de radiologie tant attendu à Pavilly, ouvrira ses portes à la fin de l'année. Dix-huit radiologues seront présents à tour de rôle pour réaliser des IRM, scanners, radiographies, échographies et mammographies.

Les travaux vont démarrer

[Depuis trois ans, la Ville de Pavilly et les radiologues de la métropole rouennaise, travaillent sur ce projet](#) afin de permettre aux habitants du territoire de bénéficier [d'une nouvelle offre de soins, au plus près de chez eux](#). Le groupe de radiologues nommé IMCVL est né d'une fusion de plusieurs entités il y a quelques années. Ainsi, les professionnels de Mesnil-Esnard, Bois-Guillaume, Mont-Saint-Aignan et même de l'Eure, se sont regroupés et viendront exercer à Pavilly à la réception du nouveau cabinet. *"Quand nous avons entendu parler du projet du pôle médical Agora, nous avons pris contact avec le maire pour lui proposer un projet de pôle d'imagerie. Il a tout de suite été emballé"*, explique Franck Clarot, radiologue.

Supporter le poids des machines

Une fois les anciens locaux des services techniques, d'une surface de 400m², vendus, le dossier a pu être monté. *"L'ARS (Agence régionale de santé) a retoqué notre projet une première fois. A l'époque, ils avaient trois dossiers pour une machine, ils ont privilégié un autre dossier. Mais nous n'avons pas abandonné et on peut annoncer aujourd'hui que le permis de construire a été déposé"*, sourit le professionnel. Le chantier pourra démarrer d'ici trois à quatre mois. *"Ce sera un vrai pôle d'imagerie qui permettra aux habitants d'accéder à ces offres sur le territoire"*, note Franck

Clarot. De son côté, [le maire de la commune, François Tierce](#), est plus que ravi. *"Quand nous avons déménagé les services techniques, j'avais une idée derrière la tête pour ce bâtiment. J'avais envie d'en faire un espace médical en plus de l'Agora, sans savoir au départ que nous y ferions de la radiologie. J'avais pensé à de la kiné. Quand j'ai été contacté par les radiologues, mon idée de départ était de les mettre à l'étage de l'Agora mais avec le poids des machines, ce n'était pas possible tandis que les anciens locaux des services techniques accueillait des camions, la dalle béton peut donc supporter un tel poids."*

Des spécialités proposées

Les dix-huit radiologues seront présents à tour de rôle à Pavilly, selon leurs disponibilités et compétences. *"Le but est de faire tourner tous les professionnels pour proposer tous les examens généraux dans la semaine. Par moments, il y aura des ultra-spécialités"*, précise Franck Clarot. Les ultra-spécialités concernent par exemple une échographie ostéoarticulaire, la prostate ou encore le sein. *"L'idée est d'amener les compétences de chacun régulièrement"*, conclut-il. De plus, un laboratoire d'analyses médicales s'installera prochainement aux côtés des radiologues.

TÉMOIGNAGE. "Le risque, c'est que ça s'effondre" : ils découvrent un trou de huit mètres de profondeur en plein milieu de leur jardin

Écrit par Mélisande Queïnnec

4-5 minutes

Publié le 05/02/2026 à 07h00

Temps de lecture : 2 min

Samedi 31 janvier 2026, des habitants de Grigneuseville, en Seine-Maritime, ont eu la mauvaise surprise de découvrir une marnière dans leur jardin. Face au risque d'effondrement, ils ont dû quitter leur maison en urgence.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter.

[Notre politique de confidentialité](#)

C'est ce samedi qu'Emmanuel Fontaine, habitant de Grigneuseville, a fait cette triste découverte : un impressionnant trou, en plein milieu de son jardin, juste à côté du potager.

Une marnière, de trois mètres de diamètre et huit mètres de profondeur, qui pourrait s'effondrer à tout moment.

Le risque, c'est que ça s'effondre et que ça creuse un petit peu plus vers nous, notre maison, et surtout la route en face. Derrière le talus, il y a une route qui passe, il ne faudrait surtout que le sol s'effondre quand il y a un bus ou un gamin qui passe.

Les marnières, des galeries creusées dans le passé par les agriculteurs pour récupérer la marne et fertiliser leurs champs,

constituent un risque important.

Alors, sur décision des pompiers, Emmanuel et sa famille ont immédiatement dû évacuer leur maison... Tout comme leurs voisins, résidant à moins de 20 mètres de la marnière.

Impossible de revenir avant que les travaux de comblement et de forage, estimés à 15 000 euros, ne soient achevés...

D'ici "*deux mois*", espère Emmanuel. Or, l'assurance ne prend en charge que 20 jours d'hébergement. La famille espère ainsi bénéficier du fonds Barnier, un fonds d'indemnisation des risques naturels majeurs.

VIDÉO. Reportage de Bérangère Dunglas et Louis Belin :

durée de la vidéo : 00h01mn47s



Ils doivent quitter leur maison à cause d'une marnière • ©France 3 Normandie

"Il nous restera dans tous les cas 20 % à charge", note Emmanuel Fontaine. Tempérant : "Quand on voit les gens qui perdent tout dans les incendies, les inondations... Nous, on a encore la chance d'avoir notre maison. C'est un trou, on va faire le nécessaire. De toute façon, on n'a pas le choix, parce que pour le moment, la maison ne vaut plus rien !"

La présence de ces cavités est connue à Grigneuseville, mais le terrain n'a pas fait l'objet d'un recensement, au moment de la construction de la maison de la famille Fontaine. Ça n'était alors pas obligatoire.

"C'était une ancienne pâture, détaille le maire de la commune, Patrick Vallée. Le lotissement a une quarantaine d'années."

Les choses ont changé, face à l'ampleur du phénomène (150 000

marnières seraient présentes en Seine-Maritime et dans l'Eure).

"Aujourd'hui, poursuit l'édile, dès qu'il y a un indice qui apparaît ou qui a été relevé, on est obligé de faire des sondages, des forages, pour être sûr de pouvoir construire."

Avec Bérangère Dunglas et Louis Belin.

Qui sont les éco-épargnants ayant investi dans le parc éolien Les Vents de la Scie ?

Sylvie Macquet

5–6 minutes

112 personnes ont participé à une campagne de financement participatif pour contribuer aux études préalables dans le cadre d'un projet de parc éolien sur Cropus, Heugleville-sur-Scie et Val-de-Scie. Qui sont-ils ?



Par Sylvie Macquet

Publié: 4 Février 2026 à 14h53 Temps de lecture: 2 min

Associer les habitants au projet dès ses premières étapes : c'est le parti-pris de la société Seider pour le futur parc éolien Les Vents de la Scie, envisagé sur les communes de Cropus, Heugleville-sur-Scie et Val-de-Scie. À travers une campagne de financement participatif, 120 000 € ont été collectés afin de financer une partie des études environnementales préalables au projet.

Ouverte le 20 novembre aux habitants de la com'com Terroir de Caux, la collecte a été élargie à l'ensemble de la Seine-Maritime à partir du 4 décembre, puis à toute la Normandie. Objectif affiché : permettre aux citoyens de devenir acteurs de la transition énergétique tout en bénéficiant d'un retour sur investissement. Le dispositif, porté par Seider en partenariat avec GP Joule pour le financement, a été déployé via la plateforme Lendosphere, spécialisée dans le financement citoyen dédié aux projets verts dans le secteur de l'énergie et de l'écologie.

Deux participants sur Terroir de Caux

Au total, 112 éco-épargnants ont répondu à l'appel. La mobilisation apparaît toutefois contrastée selon les territoires. Seuls deux investisseurs résident sur le territoire de Terroir de Caux, contre 70 en Seine-Maritime et une quarantaine dans le reste de la région, notamment dans l'Eure. Une répartition qui interroge dans un contexte où des voix d'opposants, relayées par des associations locales, se font déjà entendre.

Les plus de 50 ans concentrent l'essentiel des investissements, avec plus de 73 000 €, devant les 31-50 ans (42 200 €) et les 18-30 ans (3 820 €). *"Si le rendement sur deux ans de 7 à 8 % joue certainement un rôle, on remarque, néanmoins, que certains ont investi de petits montants, entre 20 et 60 €, pour affirmer leur soutien à la transition énergétique dans une démarche symbolique, estime le chef de projet Thibaud Grandsire. Notre objectif était aussi de rendre cette participation accessible."*

Un projet en phase d'études

Les fonds collectés seront fléchés vers une partie des études environnementales, dont le coût global est estimé à 300 000 €. Pendant 18 mois, des analyses, portant sur le vent, la faune, la flore, l'intégration paysagère et l'acoustique, seront menées afin d'anticiper et limiter les potentielles nuisances. Un mât de mesure anémométrique a déjà été implanté fin mai 2025 sur la commune d'Heugleville-sur-Scie.

À ce stade, les caractéristiques techniques du parc (nombre d'éoliennes, implantation précise ou hauteur) restent à définir. Les conseils municipaux des trois communes concernées ont délibéré contre le projet mais des comités de liaison, associant deux à trois élus de chaque village, ont été mis en place. La volonté de la société Seider est d'instaurer un dialogue régulier et d'informer sur l'avancement du projet, encore en phase d'études.

Lire aussi





[La Ville du Tréport pleure Jean-Jacques Louvel, adjoint au maire](#)



[Les travaux du parc éolien en mer Dieppe/Le Tréport ont repris, au large](#)



[Saint-Valery-en-Caux : l'épicerie solidaire, un coup de pouce pour les familles en difficulté](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)



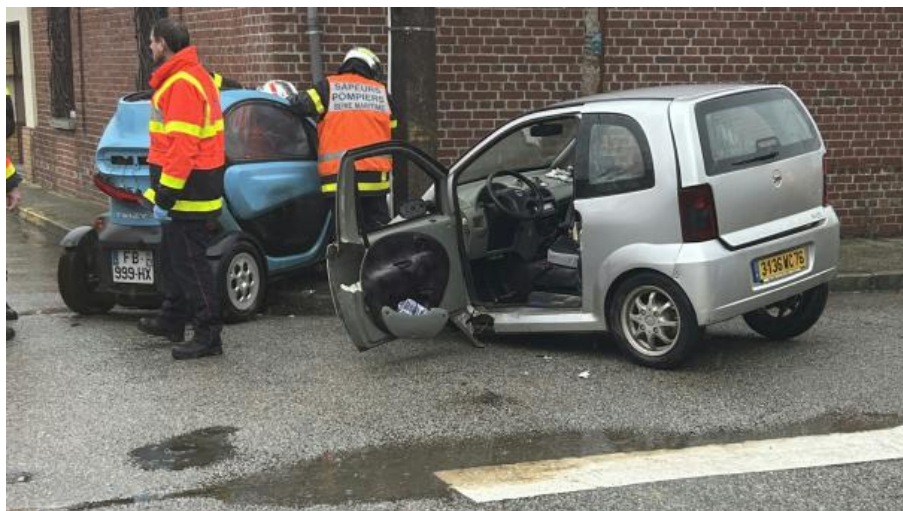
[À Dieppe, décès d'Andréa Raillot, une figure emblématique du quartier du Pollet](#)



[Municipales 2026. Une liste « à 50 % renouvelée » pour le maire sortant Nicolas Langlois à Dieppe](#)



[Près de Dieppe, secrétaire de mairie depuis plus de quatre décennies, Annie Dupont tourne la page](#)



[Choc entre voiturettes près de Dieppe : les circonstances du grave accident se précisent](#)



[Près de Dieppe, un bâtiment accolé à une maison est ravagé par les flammes](#)



Municipales 2026. Olivier Bureaux entre continuité et développement local, à Longueville-sur-Scie

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Croisière au Havre : développement durable ou contradiction écologique en plein centre-ville ?

Marie-Ange MARAINE

8–10 minutes

En 2026, Le Havre Paris Normandie s'interroge sur l'ambition du Havre à être plus respectueuse de l'environnement, à travers diverses thématiques. Premier volet : le nouveau pôle croisière peut-il réconcilier tourisme et développement durable ? Un pari ambitieux qui divise et interroge, au cœur du port et de la ville.



Publié: 4 Février 2026 à 20h47 Temps de lecture: 1 min

Des paquebots toujours plus grands, toujours plus nombreux, à deux pas du centre-ville du Havre. Mais aussi des quais électrifiés, des espaces verts pour remplacer le béton et un espace portuaire rendu aux Havrais... À la pointe de Floride, juste en face de la Catène, le futur terminal croisière du Havre pose une question : peut-on vraiment concilier croisière et développement durable ? Et la réponse est un peu plus compliquée qu'un simple « oui » ou « non ».

Un site déjà bétonné qui se transforme



La pointe de Floride, au Havre, doit intégrer un jardin de 5 hectares ouvert à tous pour la promenade. - Visuel HGIV pour Le Havre Seine Métropole

La pointe de Floride est un espace portuaire et industriel existant, fréquenté par les bateaux de croisière depuis 1992. Le projet ne crée pas, il transforme. Et c'est là que le curseur environnemental commence à bouger. Une grande partie des surfaces, aujourd'hui bétonnées et donc imperméabilisées, doivent être rendues à la végétation. À moyen terme, le pôle croisières sera entouré d'espaces verts, de noues, de bassins de rétention...

« Ce sont plus de cinq hectares qui vont être plantés, précise Alexandra Ruiz, directrice générale du GIP Le Havre Croisières. Et le site du terminal chimique Sotrasol a été dépollué jusqu'à 4 mètres de profondeur par Haropa Port. Tout ce qui est vertueux à prendre sera pris ». Alors certes, avec ce nouveau pôle croisière Le Havre ne recrée pas un milieu naturel mais sort, au moins en partie, du tout-béton.

Des bâtiments à énergie positive



Les nouveaux bâtiments du pôle croisière du Havre remplacent ceux, vieillissants, qui ont été démolis en 2025. - Boris Maslard/ Paris Normandie

Pour le moment, ce qui accroche le regard, ce sont les bâtiments. Les anciennes structures, vieillissantes et véritables passoires énergétiques, ont laissé place à des constructions neuves ou réhabilitées. le commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique menée en février et mars 2024 souligne qu'elles respecteront le label E+ C- qui qualifie les bâtiments à énergie

positive. L'objectif est clair : consommer moins et émettre moins.

Mais le vrai changement est à venir puisque la pointe de Floride ne sera plus un espace fermé. Promenades, belvédères, espaces paysagers, terrasse ouverte au public... Le terminal T1, qui sera inauguré au printemps 2026 et doit se nommer Verrazzano, deviendra un lieu accessible, y compris en dehors des jours d'escale. « *Il est rendu aux habitants, dans la continuité du quai Southampton* », résume Alexandra Ruiz. Une manière pour les Havrais de se réapproprier leur port.

Plus de croisières mais quelles retombées ?



Les croisiéristes apportent-ils des retombées économiques au Havre ? - Boris Maslard/Paris Normandie

Mais bon, plus de bateaux, c'est aussi plus de passagers et plus de déplacements. L'augmentation de l'activité du terminal pèsera forcément sur la circulation. Des pistes sont avancées comme la mise à disposition de vélos et trottinettes électriques, la création d'un cheminement piétons vers le centre-ville. Et la réflexion sur de futures navettes autonomes est toujours d'actualité.

Un point qui peut être contesté et qui l'est. Les opposants au pôle croisière soulignent que nombre de croisiéristes quittent Le Havre pour Paris, le Mont-Saint-Michel ou les plages du Débarquement, avec des retombées locales jugées faibles au regard des nuisances et le coût de l'investissement pour les Havrais.

Croisière et écologie : un équilibre fragile



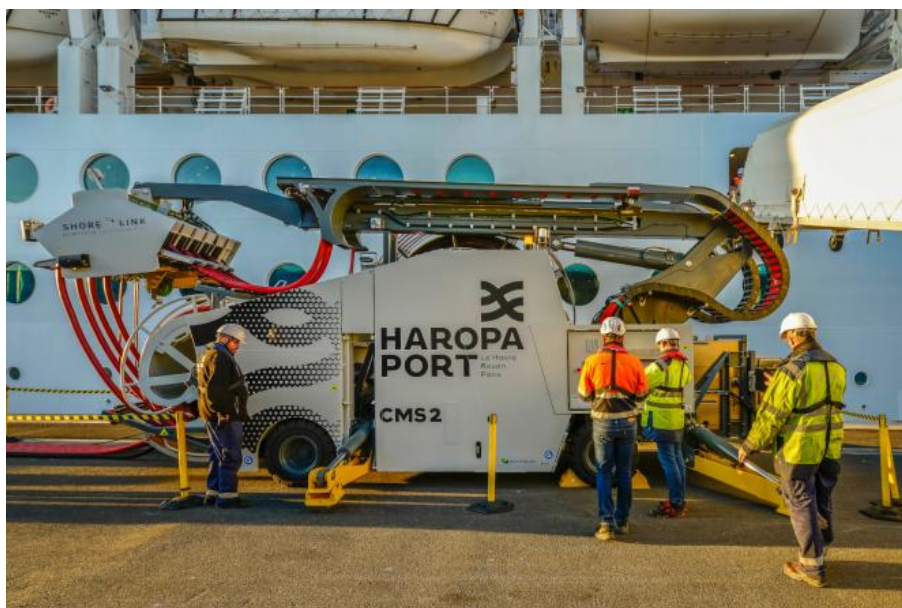


Les opposants au développement dénoncent une « aberration écologique », le GIP Croisières Le Havre assure limiter l'impact. - Boris Maslard/Paris Normandie

À l'échelle mondiale, la croisière reste une activité fortement émettrice. Certaines ONG comme T&E, qui milite pour la décarbonation des transports d'ici 2050, le rappellent régulièrement : « *Les émissions des bateaux de croisière à quai sont 6 fois plus élevées que celles des porte-conteneurs.* »

« *Déjà, il n'y a que 500 bateaux de croisière qui naviguent dans le monde contre 50 000 bateaux de commerce. Et puis, nous sommes dans un port industriel, fait pour accueillir ce type d'activité, insiste Alexandra Ruiz. Nous ne sommes ni dans un site naturel, ni dans un site historique fragile comme Venise.* »

L'électrification des quais, un vrai tournant



Depuis octobre 2025, le quai Pierre-Caillet est électrifié, limitant la pollution de l'air. À terme, tous les quais seront ainsi équipés.

Depuis octobre 2025, le quai Pierre-Caillet est électrifié. Et c'est

sans doute le volet le plus « développement durable » du projet. En effet, les bateaux de croisière coupent désormais leurs moteurs lors des escales, provoquant moins de pollution dans l'air. D'ici fin 2026, l'ensemble de la pointe de Floride sera électrifié. À terme, cela permettra d'éviter entre 15 000 et 20 000 tonnes de CO₂ par an. C'est l'équivalent de 10 000 voitures en circulation. Haropa Port a investi près de 40 millions d'euros dans cette avancée écologique qui sera imposée à tous les ports d'ici 2030.

Alors, Le Havre, ville durable ou pas ?

La pointe de Floride ne fait pas du Havre une ville exemplaire sur tous les plans environnementaux, c'est sûr. Mais elle illustre une volonté de mieux encadrer cette économie touristique, de la rendre moins polluante et plus intégrée à la ville.

Le Havre navigue entre attractivité économique et transition écologique. Entre réalité portuaire et exigences climatiques. La croisière n'est pas verte. Mais la façon dont la ville choisit de la gérer dira, d'ici quelques années, si Le Havre est un port qui cherche réellement à changer de cap.

Lire aussi

[Handball – Ligue Butagaz Énergie : pas de miracle pour le HAC, logiquement battu à Brest](#)

[Pour quelles raisons le patron de Renault est-il venu à Sandouville mercredi 4 février 2026 ?](#)

[Un corps repêché bassin Bellot, un hélico se pose sur la départementale. Le point actu à 20 h](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





Croisières au Havre : « 30 millions d'euros dépensés alors que des quartiers sont abandonnés »



Croisière au Havre : développement durable ou contradiction écologique en plein centre-ville ?



Pôle croisière du Havre, la directrice défend la dimension écoresponsable du projet

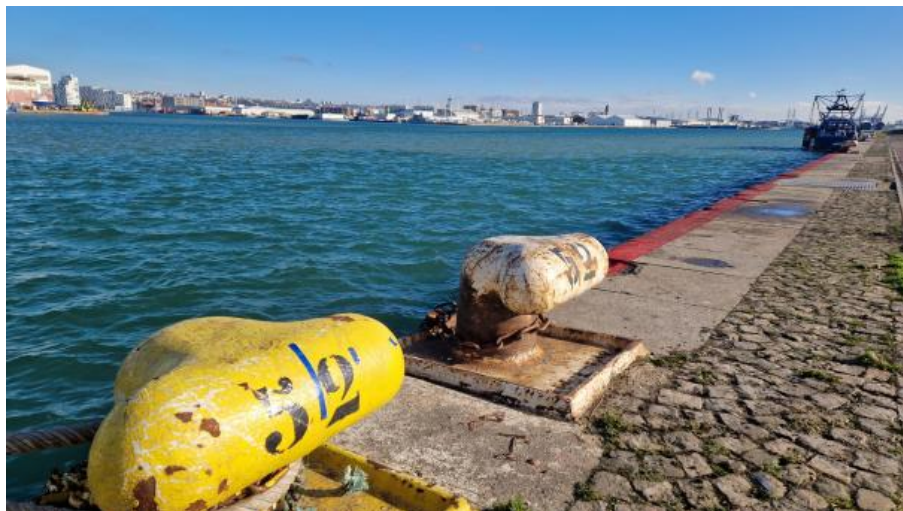




[Handball – Ligue Butagaz Énergie : pas de miracle pour le HAC, logiquement battu à Brest](#)



[Pour quelles raisons le patron de Renault est-il venu à Sandouville mercredi 4 février 2026 ?](#)



[Un corps repêché bassin Bellot, un hélico se pose sur la départementale. Le point actu à 20 h](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Des parlementaires accusent l'Intérieur de freiner l'adoption de la loi "Résilience et Cybersécurité"

Par Victoria Beurnez

5-7 minutes

"Nous étions leaders, et nous sommes en train de perdre toute crédibilité." Le ton était donné, ce mercredi 4 février, à la conférence de presse organisée au Sénat par le député Philippe Latombe et le sénateur Olivier Cadic. Les deux présidents de commission spéciale du projet de loi, respectivement à l'Assemblée et au Sénat, de transposition de la directive NIS 2, qui doit se traduire dans la législation française sous la forme de loi "Résilience et Cybersécurité", sonnent l'alerte. Depuis son adoption par le Sénat en mars 2025, il y a presque un an, le texte n'est toujours pas paru à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, ce qui implique, selon les deux parlementaires, un risque majeur pour la cybersécurité des administrations françaises, mais pas seulement.

"Nous avons un problème de crédibilité vis-à-vis de l'Union européenne et de nos partenaires européens, à tel point que nous sommes aujourd'hui sous une épée de Damoclès, un risque de sanction de la Commission européenne, parce que nous n'avons toujours pas transposé", tonne Philippe Latombe.

L'absence du texte à l'ordre du jour cristallise de nombreux problèmes aux yeux des deux rapporteurs. D'une part, pour la visibilité des entreprises et des organisations. Car NIS 2 a un objectif simple : la directive européenne vise à renforcer les exigences en matière de cybersécurité pour les entités les plus sensibles de la France, comprenant donc services de l'État, collectivités, opérateurs et entreprises. Or, sans texte adopté, ces dernières se retrouvent sans visibilité sur les mesures qu'elles devront prendre ces prochains mois pour renforcer leur cybersécurité.

Un problème d'ordre " démocratique"

D'autre part, cette absence de texte pose également un problème d'ordre parlementaire, voire "*démocratique*", lancent les rapporteurs. "*Nous étions prêts dès le début de l'automne pour fonctionner, sous n'importe quel créneau que l'on pourrait nous trouver. On ne nous en a pas trouvé, quand bien même des textes de moindre importance ont été discutés depuis*", contextualise le député de la Vendée, ajoutant que, une fois n'est pas coutume, le Sénat et l'Assemblée nationale sont particulièrement en accord sur la vision donnée à ce texte, qui avait rapidement fait consensus en commission. Pourquoi, alors, dans un contexte où le service public est régulièrement victime de cybermalveillance – à commencer, récemment, par le ministère de l'Intérieur –, le texte coince-t-il ?

Lire aussi : [Les ministères appelés à renforcer la cybersécurité de leurs infrastructures](#)

La réponse est toute trouvée, selon Philippe Latombe : la DGSi le freine. Plus précisément, la boîte de Pandore qu'est le chiffrement des communications privées serait en cause. Pour appuyer son plan de lutte contre le narcotrafic, l'exécutif lorgne depuis un moment sur la possibilité d'accéder aux conversations chiffrées des citoyens en imposant aux grandes plateformes d'ouvrir des "portes dérobées". Ce n'est pas nouveau : un amendement à la loi narcotrafic avait déjà tenté de faire passer le dispositif... en vain, car il avait finalement été repoussé par une coalition de la France Insoumise et du Rassemblement national.

Or, dans le texte de transposition de NIS 2 tel qu'adopté par le Sénat, le sénateur Olivier Cadic a fait inscrire l'article 16 bis visant à faire purement et simplement interdire ces fameuses "portes dérobées", prenant pour illustration l'exemple de l'échec américain, qui avait tenté la même manœuvre sans succès.

Pas de transposition avant avril

L'article 16 bis, adopté au grand dam de la Justice et l'Intérieur, serait donc la cause de la mise à l'arrêt de la transposition du texte. "*Quand on discute avec un certain nombre d'administrations, on nous explique très clairement que c'est le 16 bis qui pose problème, et que tant que celui-ci subsistera, il n'y aura pas de transposition du texte*", affirme Philippe Latombe. Le député en veut pour preuve le lancement, parallèlement, d'une mission, confiée par le Premier ministre Sébastien Lecornu au président de

la commission des lois de l'Assemblée nationale, Florent Boudié. Mission ayant pour objet "les politiques publiques de sécurité à l'ère numérique", et, plus précisément, *"les possibilités d'évolution des dispositifs juridiques existants pour préserver l'accès nécessaire et encadré aux communications dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée"*.

Lire aussi : [En commission, le projet de loi cybersécurité repensé pour les établissements médicaux et les collectivités](#)

Les conclusions de cette mission "chiffrement" sont attendues en avril. *"On nous a dit qu'il n'y aurait pas d'inscription de ce texte avant avril au Parlement, abonde Philippe Latombe. S'il y avait un doute en septembre sur la raison de l'absence de transposition, la concomitance de ces événements fait qu'il n'y en a plus aucun aujourd'hui."*

La solution serait-elle, finalement, de renoncer à cet article 16 bis ? *"La question n'est pas là", à en croire les deux parlementaires, qui regrettent qu'aucun dialogue n'ait eu lieu entre les chargés du dossier NIS 2 et les services soupçonnés de freiner la machine. "Ce que la loi fait, elle peut le défaire : s'il faut revenir sur le 16 bis pour une raison, on pourra regarder. En attendant, il faut voter ce texte", affirme Philippe Latombe.*

L'État présente une première esquisse du futur plan "Santé au travail" dans la fonction publique

Paul Idczak

3-4 minutes

Par [Paul Idczak](#) - 4 février 2026 - 4 min de lecture

La direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) vient de présenter aux syndicats les premiers axes retenus pour améliorer la santé au travail des agents publics au cours des quatre prochaines années. Avec l'objectif d'aboutir à un document bouclé d'ici juin prochain.



Pexels

Aux yeux de la DRH de l'État elle-même, le constat est clair : le précédent plan "Santé au travail dans la fonction publique" s'est avéré *"insuffisamment mobilisateur"* du fait *"de nombreuses actions parfois trop peu cohérentes entre elles"*. Ce bilan partiel du précédent plan figure en préambule d'un document de travail, présenté devant les organisations syndicales le 3 février et consulté par *Acteurs publics*, dans lequel la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) liste les grandes orientations de son futur plan sur la santé au travail (PST)

“post-2025”. Un rendez-vous très attendu par les organisations syndicales, qui regrettaient notamment un manque de pilotage de la précédente mouture, une source allant même jusqu’à évoquer un *“fiasco”*.

Dans le détail, la DGAFP a choisi de mettre l’accent sur quatre grands axes, qui doivent structurer le futur PST, avec l’objectif d’obtenir un texte finalisé d’ici *“à l’été”*.

Consolider le système et moderniser les outils

Le premier axe concerne la *“consolidation”*

Pour accéder à cet article, vous devez vous connecter

Vous disposez déjà d'un compte ?

Pas encore de compte ?

Profitez d'un accès illimité à tous nos contenus et à notre service
acteurspublics 360 IA

[Abonnez-vous](#)



Publié le 4 février 2026 · 4 min de lecture

×

Vous ne pouvez enregistrer cet article dans votre bibliothèque car
vous n’avez pas créé de compte